

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

NOUVEAU
LES OPEX EN BREF P16-17



AFGHANISTAN

**RENCONTRE AVEC
LA POPULATION**

**CONNAISSANCE ET ANTICIPATION
UNE NOUVELLE FONCTION
STRATEGIQUE**

GUYANE

**HARPIE MAINTIENT
LA PRESSION**





DES MILITAIRES ONT DÉJÀ CHOISI LA RÉFÉRENCE SANTÉ UNÉO, POUR EUX ET LEUR FAMILLE.

Forte de 640 000 adhérents et d'1,25 million de personnes protégées, la mutuelle santé Unéo protège les militaires des quatre armées et leur famille. 1^{re} mutuelle du ministère de la Défense et 2^e mutuelle de la fonction publique, Unéo propose une couverture santé performante, adaptée aux spécificités et aux exigences des métiers militaires.

C'est parce que vous assurez notre sécurité en France et à l'étranger qu'Unéo s'engage à vos côtés pour défendre votre santé.

IL Y A DES ALLIÉS SUR LESQUELS ON PEUT VRAIMENT COMPTER !

Unéo
48, rue Barbès
92542 Montrouge cedex
Tél. : + 33 (0) 1 49 65 33 95
www.groupe-uneo.fr



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ

4 In memoriam FORCES EN ACTION

- 6 Rencontre avec les gens de Tizin
- 12 Opération surprise contre les garimperos
- 16 Les Opex en bref
- 18 Rencontre
- 20 Instantanés

MODERNISATION

- 22 DGA, réforme pour un meilleur service aux forces

FOCUS DÉFENSE

- 24 Gendarmes : derniers entraînements avant l'Afghanistan
- 28 Tchad - RCA La Minurcat prend ses marques
- 32 Harpie maintient la pression dans la jungle guyanaise
- 36 Otan : un général français à Norfolk
- 38 Vacances en treillis
- 42 Grippe A : informer et protéger
- 44 Repères

DOSSIER

- 46 Connaître et anticiper
- 48 Pourquoi une nouvelle fonction stratégique ?
- 50 Interview du chef d'état major des armées
- 52 La DRM poursuit sa mutation
- 53 Le commandement interarmées de l'espace
- 54 La géographie redessine le monde en numérique
- 56 Sur le terrain, la collecte sans fin de l'information
- 58 Le CFIAR apprend à renseigner

DÉTOURS

- 60 Culture : le Génie se raconte à Angers

PERSPECTIVES

- 64 Document
- 65 Histoire

KIOSQUE

- 66 Sélection



6

FORCES EN ACTION

Rencontre avec les gens de Tizin

Le bataillon français a passé deux jours en vallée de Tizin dans le cadre d'actions civilo-militaires. Celles-ci visent à renforcer les liens et la confiance entre militaires et population locale.



32

FOCUS DÉFENSE

Harpie maintient la pression en Guyane

L'opération lancée début 2008 combat l'orpaillage clandestin et donne des résultats tangibles. Cet été, pendant la saison sèche, des opérations de grande envergure ont eu lieu...



46

DOSSIER

Connaître et anticiper

La nouvelle fonction connaissance et anticipation est prioritaire. Un an après la création de cette fonction stratégique, Armées d'Aujourd'hui s'interroge sur les conséquences de ce concept pour les armées.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction : Directeur de la publication : Laurent Teisseire. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoit Brulon. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. Rédacteur en chef : chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. Rédacteur en chef adjoint : adjudant-chef (terre) Stéphane Froiture (01 44 42 81 66). Secrétariat de rédaction : Laurence Balan, Yves Le Guludec. Chef des reportages : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), Yann Brand (55 05), aspirant (marine) Guillaume Claret (45 83), Julien Fouineau (33 18), enseigne de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Arnaud Hunter-Rousselle (58 72), Aude Le Calvé (47 27), capitaine (terre) Anne-Lise Liouquet (48 01), Tania Sotty (48 11), Linda Verhaeghe (48 26). Prestations intellectuelles : Jean-Claude Jaeger, Pierre Journoud, Florence Guinaudeau, Romain Lescurieux, Mael Forner. Service photo : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), Stéphanie Brandin (48 35), caporal-chef (terre) Christophe Fiard (48 40). Directeur de fabrication : Serge Couplier (01 56 77 23 08). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Photogravure : Alliage. Impression : Québecor. Routage : CRP. Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Délégation à l'information et à la communication de la défense - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. Internet : www.defense.gouv.fr. Contact publicité (ECPAD) : T. Lepsch : 01 49 60 58 56. Contact abonnements et diffusion : 01 56 77 23 08 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr

Hommage de la nation à nos

Au nom de la nation, le chef de l'État, Nicolas Sarkozy, a rendu hommage aux soldats tués par un engin explosif improvisé le 4 septembre en Afghanistan. Extrait du discours qu'il a prononcé lors de la cérémonie, qui s'est déroulée le 11 septembre.

Nous sommes réunis pour un dernier hommage au sergent Thomas Rousselle et au caporal-chef Johan Naguin. Ils ont rejoint au champ d'honneur le caporal-chef Antony Bodin, tombé le 1^{er} août dernier.

Une nouvelle fois, le quartier Foch-Delestraint (1) ouvre ses portes au sacrifice des marsouins du 3^e Régiment d'infanterie de marine, à la tristesse de leurs frères d'armes, à la douleur de leurs familles et de leurs proches.

Je me devais d'être à vos côtés aujourd'hui. Pour vous témoigner, au nom de la nation et en mon nom personnel, la part que je prends à la peine et au chagrin provoqués par la disparition brutale de jeunes hommes qui avaient encore tant de choses à vivre, tant de projets à mener, tant d'affection à donner à leur famille, à leurs amis, à leurs enfants si petits qu'ils n'auront pas eu le temps de les connaître, ou si peu. Je me devais d'être à vos côtés pour vous témoigner aussi l'admiration et la gratitude que nous inspirent leur bravoure et leur sacrifice. Au nom de tous les Français, qu'il me soit permis de vous exprimer notre profond respect, notre compassion et notre solidarité.

Bien sûr, ces mots peuvent sembler peu de choses en de telles circonstances. Bien sûr, ces mots n'apaiseront pas votre douleur. Mais pourtant, croyez bien que je vous les dis du fond du cœur, mesurant et assumant les responsabilités qui sont les miennes en tant que chef de l'État et chef des armées. À plusieurs reprises, il m'a fallu par le passé accompagner dans leur dernière demeure des hommes qui avaient choisi de mettre leur vie au service de la France et des Français. Jamais, malgré les risques auxquels les exposait leur engagement, je ne pourrai me résigner à la fatalité de ces vies brisées et trop tôt interrompues. Jamais, nous ne devons nous y résigner (...).

1. La caserne du 3^e RIMa à Vannes, dans le Morbihan.



In memoriam soldats morts en Afghanistan



PHOTO : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Le mois de septembre a par ailleurs été marqué par un enchaînement d'accidents tragiques pour les forces françaises. Le ministre de la Défense, Hervé Morin a ainsi rendu hommage, à Vannes, au CPL Kevin Lemoine mort foudroyé dans la nuit du 26 au 27, lors d'une opération en Kapisa.

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Irastorza, a présidé une cérémonie funéraire, à Dieuze en l'honneur de l'ADC Yann Hertach et du BCH Gabriel Poirier du 13^e Régiment de dragons parachutistes qui ont trouvé la mort durant la même opération, victimes d'orages et de crues soudaines.

Enfin, le secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants, Hubert Falco, a présidé une cérémonie, à Nîmes, en l'honneur du CCH Ihor Chechulin du 2^e Régiment étranger d'infanterie mort dans l'accident de son blindé, en Surobi.

Rencontre avec les

Parmi les missions des forces alliées en Afghanistan, les actions civilo-militaires visent à renforcer les liens et la confiance entre les militaires et la population locale. Peu après l'élection présidentielle, le bataillon français est parti pour deux jours dans la vallée de Tizin...

T E X T E E T P H O T O S C Y N T H I A G L O C K



gens de Tizin

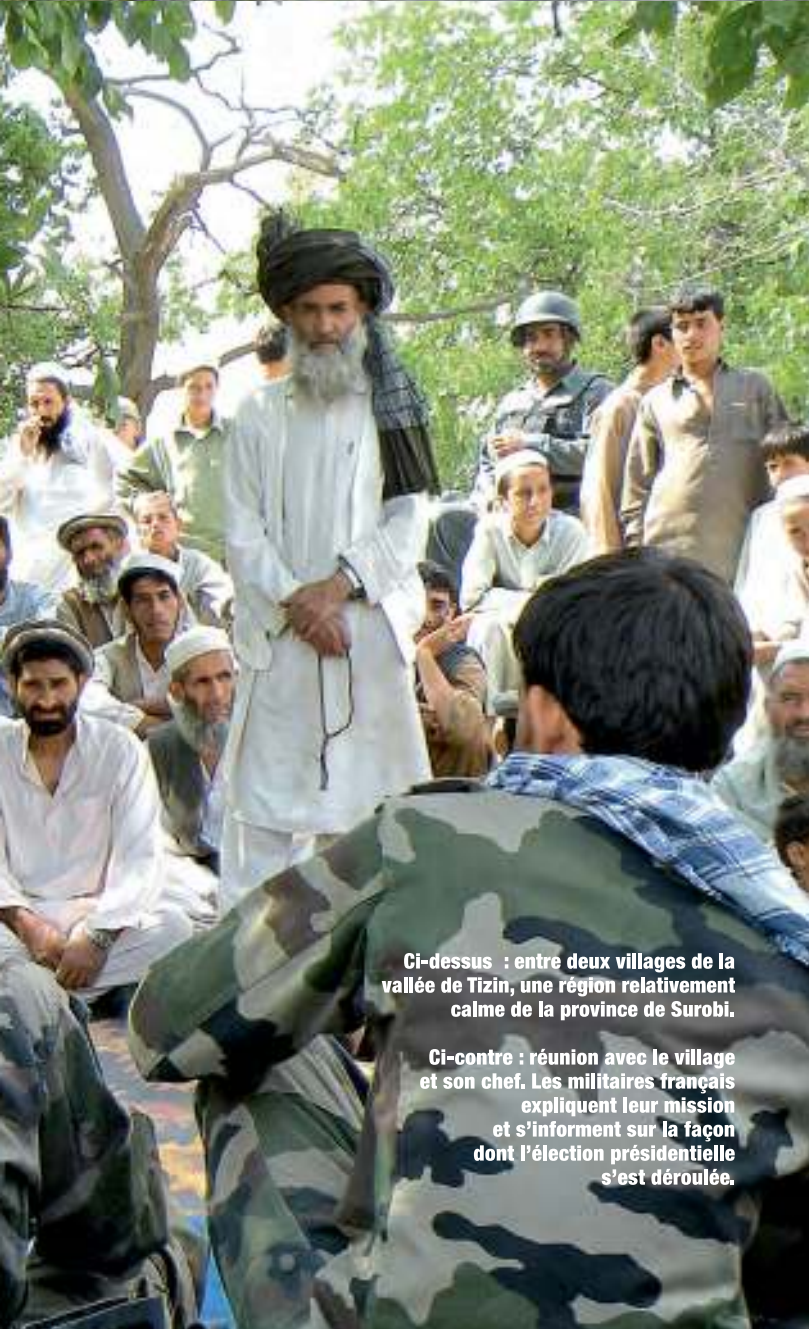
**Distribution
de vivres
et de couvertures.
Les habitants
du village
en avaient
exprimé le besoin
aux militaires
français
lors d'un passage
précédent.**





« Venir de temps en temps montrer à la population
que nous sommes à l'écoute de ses préoccupations. »





Ci-dessus : entre deux villages de la vallée de Tizin, une région relativement calme de la province de Surobi.

Ci-contre : réunion avec le village et son chef. Les militaires français expliquent leur mission et s'informent sur la façon dont l'élection présidentielle s'est déroulée.

« **C**ela fait quelque temps que nous ne sommes pas entrés en vallée de Tizin. C'est une zone plutôt calme de la province de Surobi, explique le capitaine M., du bataillon français (BatFra) de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan (Fias). *Venir de temps en temps montre à la population que nous sommes à l'écoute de ses préoccupations.* » L'opération que mène aujourd'hui le BatFra avec l'armée et la police afghanes se déroule sur deux jours, à 30 km au sud de la base opérationnelle avancée de Tora. « *Une opération axée principalement sur les actions de coopération civilo-militaire [CIMIC], qui réunit cent cinquante militaires français* », précise le capitaine. Même si la zone est calme, le BatFra – armé actuellement par le 2^e Régiment étranger d'infanterie (REI) – déploie un dispositif de sécurité : deux pelotons de l'Escadron de recherche et d'investigation, une section du génie, une section d'appui mortier, ainsi qu'une section d'infanterie et une équipe de fouille opérationnelle spécialisée dans la recherche de caches et d'explosifs. Au centre du dispositif, les quatre hommes de l'équipe Cimic recueillent les besoins de la population. Ils coordonnent les actions de la Fias menées au bénéfice de la population sur cette zone : construction d'écoles, installation de dispensaires pour les soins médicaux, etc. Grâce à elles, les troupes sont bien acceptées dans leur zone de responsabilité. Après deux heures de route, les premières maisons en terre de Zandeh Kalay apparaissent. « *Nous avons appelé le malek [chef du village – ndlr] hier pour parler de notre venue. Nous lui avons demandé de tenir une shura [assemblée du village – ndlr]. Ce qui n'est pas évident en période de ramadan.* »

Échange de bons procédés

Un vieil homme en turban approche, un sourire aux lèvres. C'est le malek. « *Salam aleykoun !* », lance-t-il. Après quelques mots en dari (langue officielle, avec le patcho), l'échange se poursuit par le truchement d'un interprète. Puis la troupe et le malek se dirigent vers une petite place, à l'ombre d'un grand arbre sous lequel une vingtaine de villageois s'est rassemblée. « *Lors de ces shuras, les autorités du village reçoivent les attentes de leurs concitoyens*, explique le capitaine. *Pour nous, elles sont l'occasion d'expliquer notre mission.* » L'élection présidentielle, qui a eu lieu le 20 août, a été perturbée dans de nombreuses zones rurales. Des insurgés ont mené des actions de désinformation ou d'intimidation pour empêcher le processus démocratique d'avoir lieu. « *Je souhaite recueillir l'avis des habitants sur la façon dont s'est déroulé le scrutin ici* », précise le capitaine. ►



Construction de routes
ou d'écoles, installation
de dispensaires...
ces actions, dites
civilo-militaires,
permettent aux militaires
de la Force internationale
de sécurité en Afghanistan
d'entretenir de bonnes
relations avec
les populations.





► « *Nous ne subissons pas de menace particulière* », assure le malek en guise d'introduction à la shura. Il est vrai qu'ici, en Surobi, le taux de participation aux élections a été assez élevé. « *En revanche, poursuit-il, nous avons des problèmes d'équipement. Par exemple, la première pompe à eau se trouve à plusieurs kilomètres à pied d'ici. Et nous n'avons pas de véhicule pour emmener les patients du dispensaire vers Kaboul, en cas d'urgence.* » Le médecin du BatFra, qui participe à l'opération, constate qu'une forme de malaria sévit dans la région et qu'il manque des cathéters et des médicaments. Les Français savent qu'ils ne peuvent pas répondre à toutes les demandes des villageois. « *Nous pouvons les aider ponctuellement, mais il ne s'agit pas de les assister, estime le capitaine. C'est plutôt un échange de bons procédés. Eux nous aident en nous acceptant parmi eux et en nous fournissant des informations.* »

Ainsi, des villageois affirment qu'il y aurait des caches d'armes dans une vallée voisine. D'autres apportent deux sous-munitions trouvées sur les hauteurs du village. Le lieutenant de l'équipe du génie en profite pour rappeler qu'il peut être dangereux de ramasser des munitions. « *Il faut juste marquer l'endroit où elles se trouvent. Ensuite nous nous en occupons.* »

Discretion

Des anciens somnolent, épuisés par la chaleur, le ramadan et la longue palabre. L'après-midi touche à sa fin, c'est bientôt l'heure de rompre le jeûne. « *Revenez quand vous voulez, lance le malek au capitaine. Vous êtes toujours les bienvenus. La prochaine fois, nous pourrions boire le thé ensemble.* » Une première colonne de véhicules part reconnaître l'axe routier qui mène au lieu choisi pour la nuit.

Vers 18 h 30, les véhicules s'arrêtent dans une zone dégagée à mi-chemin entre Zandeh Kalay et Jarowbay, le petit village perché dans la montagne où le BatFra doit se rendre le lendemain. À l'aube, tous se remettent en route. À l'arrivée sur Jarowbay, le capitaine « briefe » ses hommes : « *Postez-vous de façon à ne pas donner l'impression que nous violons leur intimité en regardant dans leurs cours.* » La visite commence par une distribution d'objets de première nécessité et de couvertures. « *Un besoin qui nous a été exprimé lors de notre précédente visite* », précise le chef d'équipe Cimic.

« *Les villageois constatent que nous travaillons main dans la main avec les forces de sécurité nationales, affirme le capitaine. Maintenir le lien avec les civils dans notre zone de responsabilité constitue le cœur de notre mission.* » ■

FORCES en action

Opération surprise c



Contre les garimperos



Après un blocus de plusieurs mois sur les vivres et matériels des orpailleurs clandestins, les forces armées en Guyane lancent leur première action coup de poing. Une opération d'envergure menée à la faveur de la saison sèche au cœur de la forêt amazonienne.

PAR YANN BRAND . PHOTOS : P. MARTINEZ / ARMÉE DE TERRE



Les forces investissent ce qui ressemble à un village,
avec sa rue principale, ses puits,
ses chemins aux ornières creusées par les quads...





Ci-contre : le poste de commandement gendarmerie est prêt à auditionner les orpailleurs clandestins. Ci-dessous : les militaires conservent une partie des installations qu'ils utiliseront pour occuper le village quelques semaines.



Alignés devant un hangar, une centaine d'hommes en tenue de camouflage, avec à leurs pieds armement, sacs à dos, machettes, haches, masses, tronçonneuses, écoutent attentivement. « *L'opération qui se prépare ici aujourd'hui n'est pas banale, avertit le colonel Launois, chef d'état-major des forces armées en Guyane (FAG). Et cette année, c'est la première d'une longue série.* » La moitié des hommes sont des gendarmes. Les autres appartiennent au 9^e Régiment d'infanterie de marine (RIMa) de Cayenne. Rassemblés sur le tarmac de l'Escadron d'hélicoptères outre-mer « Guyane », ils s'apprêtent à décoller de l'aéroport de Rochambeau, à Cayenne, ensemble à bord d'avions et d'hélicoptères. Leur destination précise est encore confidentielle. Ils savent seulement qu'une première vague d'hélicoptères va les déposer quelque part au cœur de la forêt amazonienne de Guyane, sur un important site d'extraction d'or illégal. Jouant de l'effet de surprise, ils vont conduire, avec les gendarmes, une opération de démantèlement de site d'orpaillage clandestin : interpellation des « garimpos », les orpailleurs clandestins, et saisie d'un maximum de matériels et de vivres, or, mercure, carburant... Puis ils détruiront les installations et occuperont le site plusieurs semaines.

Cette opération, de type « Caracara », est montée dans le cadre de la mission interarmées et interministérielle Harpie destiné à lutter contre l'orpaillage illégal en Guyane. Après avoir organisé un blocus de plusieurs mois sur l'approvisionnement logistique des trafiquants, les FAG lancent leur première action coup de poing d'envergure de l'année, à la faveur de la saison sèche, qui débute. Comme d'habitude, elles travailleront avec la gendarmerie qui, seule, sur le terrain, dispose de compétences de police judiciaire pour interpellier et saisir du matériel.

En milieu de matinée, les hélicoptères ont débarqué les premiers hommes dans une petite clairière. Lorsque le groupe pénètre dans la forêt et atteint les premiers carbet, ces abris recouverts de bâches qui servent d'habitations en jungle, tout est désert, seuls quelques chiens noirs traînent aux abords. Des foyers fument encore. Les ESI – étrangers en situation irrégulière, comme les appellent gendarmes et militaires – ont fui. « *Ils sont organisés de façon quasi militaire, souligne le colonel Provendier, chef du poste de commandement tactique de l'opération. Il est évident que les guetteurs les ont avertis de notre approche.* » À l'ombre des arbres géants, les forces investissent ce qui ressemble à un village, avec sa rue principale, ses puits, ses chemins aux ornières creusées par les quads... À l'écart se dresse une tombe. « *D'après nos renseignements, 300 per-*

sonnes vivaient ici, précise le colonel Provendier. C'est l'une des zones-vie d'un secteur de quelques kilomètres carrés qui compte plusieurs sites d'extraction d'or. Au total, plus de 1 000 garimpos travaillent dans les environs. » C'est-à-dire au milieu de nulle part, à plus de 100 km du premier lieu « civilisé ».

Rapidement, militaires et gendarmes s'organisent. Les sections de recherche avancée des troupes de marine partent explorer les « layons » alentour, ces petits sentiers qui s'enfoncent dans la forêt vers d'autres zones-vie et sites d'extraction d'or. « *Allez par groupes de quatre et emportez deux radios, ordonne un chef de section. Si le layon se divise, chaque binôme suit le sien et reste en contact radio.* » D'autres groupes inspectent les carbets, fouillent les habitations à la recherche d'indices pour les futures enquêtes judiciaires. Les PC tactiques et le PC gendarmerie sont installés et les moyens de transmission déployés. Déjà, les hélicoptères commencent à apporter hommes et matériels. Il faudra occuper le terrain plusieurs semaines, et les forces ont besoin de vivres, de groupes électrogènes et d'autres moyens logistiques. Les carbets non réquisitionnés pour l'installation des hommes sont détruits à la hache, à la masse, à la tronçonneuse, et les restes brûlés. L'odeur âcre de la fumée se mêle à l'humidité de la forêt.

Morts de faim

Le lendemain matin, les hommes se sentent observés. Et en effet, des silhouettes bariolées de couleurs vives apparaissent et se rapprochent. Ce sont des ESI qui, affamés et après avoir passé une nuit dehors, s'aventurent, hésitants, jusqu'au campement. « *Ils commencent à se rendre, commente le lieutenant-colonel Brochier, chef du PC gendarmerie. Lorsque les hélicoptères repartent, nous en profitons pour évacuer les plus faibles, les femmes et les plus âgés.* » Une infirmière et un auxiliaire sanitaire soignent les malades. D'abord vingt, puis trente, le nombre d'orpailleurs s'accroît d'heure en heure. Chacun est calme, attend patiemment d'être auditionné par les gendarmes. Pour José Maria, Brésilien, 46 ans, c'est presque un soulagement. Cet homme maigre et aux traits tirés confie : « *Je travaille clandestinement en Guyane depuis quatre ans. Les conditions ici sont de plus en plus dures. Je suis payé en or, j'ai un pourcentage sur ce que je trouve. Mais c'est loin d'être suffisant, car ici tout est cher. Un kilo de farine de manioc coûte 1,5 gramme d'or (environ 35 euros - ndlr). Si tu as de l'or, tu manges, sinon... Dans ces conditions, je préfère rentrer chez moi.* » « *Ceux qui nous intéressent, ce sont les patrons, confie le lieutenant-colonel Brochier. Regardez-les, ces hommes sont plus exploités qu'ils n'exploitent. Il est temps de mettre fin à tous ces trafics...* » ■

AFGHANISTAN : 2 MORTS ET 8 BLESSÉS



EMA

Le caporal Johan Naguin et le caporal-chef Thomas Rouselle, appartenant au 3^e Régiment d'in-

fanterie de marine (RIMa) de Vannes, ont trouvé la mort le 4 septembre après que leur véhicule de l'avant

blindé (VAB) a été touché par un engin explosif improvisé (IED). Ils participaient avec leurs camarades du GTIA Kapisa à une mission de sécurisation de l'axe routier reliant Bagram à la base avancée de Nijrab. L'explosion de l'IED au passage des VAB a par ailleurs blessé 8 soldats, dont 3 sont dans un état grave et qui ont été évacués vers la métropole. Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a rendu hommage, le 11 septembre, aux soldats décédés.

LES FFDJ ÉVACUENT LES BLESSÉS DE L'AMISOM



L. FRONTEAU / ECPAD

Un avion C 160 Transall des forces armées françaises de la base aérienne 188 de Djibouti (FFDJ) a évacué, dans la nuit du 17 au 18 septembre, 17 soldats de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) blessés lors d'un attentat à Mogadiscio. L'explosion a fait 11 morts et une quarantaine de blessés. Le Transall, avec à son bord une équipe de 11 militaires du Service de santé des armées, a emmené les victimes dans une des bases arrière de l'Union africaine, à Nairobi, au Kenya, où ils ont été hospitalisés. La France a favorisé l'évacuation rapide des blessés les plus graves.

LE « VENTÔSE » DANS LA LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFIQ

Une embarcation sans pavillon de type Go Fast a été interceptée, mi-septembre, par la frégate de la marine *Ventôse* à environ 14 nautiques au nord-ouest de la Barbade, en mer des Caraïbes. Plus de 30 kg de marijuana, estimés entre 25 000 et 30 000 euros, ont été découverts. Dès son

retour à Fort-de-France, le *Ventôse* a remis sa prise à l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS). Cette saisie est le fruit d'une collaboration internationale et interministérielle mise en œuvre dans cette zone pour lutter contre les narcotrafics.



B. PLANCHAIS / MARINE NATIONALE

EXERCICE D'ARTILLERIE FRANCO-LIBANAIS

Les artilleurs de la Quick Reaction Force (QRF) du Groupement tactique interarmes (GTIA) et la 11^e brigade des Forces armées libanaises (FAL) ont mené leur cinquième exercice de tir conjoint à Naqoura, le 3 septembre, dans le but de parfaire les procédures communes. Le 68^e régiment d'artillerie d'Afrique a mis en batterie des AUF1 aux côtés des chars Leclerc de la QRF et des M114 libanais. Les artilleurs ont alterné plusieurs tirs sur des objectifs en pleine mer. La sécurité a été assurée par la force maritime de la Finul et des navires libanais.

AFGHANISTAN : DÉPLOIEMENT D'UN CENTRE OPÉRATIONNEL À NIJRAB

Au cours du mois de septembre, 59 abris modulaires de poste de commandement (AMPC) ont été installés sur la base avancée de Nijrab dans la province de Kapisa, au profit des militaires qui composeront le futur état-major de la Task Force La Fayette. Un détachement de vingt-deux militaires du 6^e Régiment de commandement de soutien de Douai avait été projeté, mi-août, afin d'installer ce centre qui intègre l'ensemble des moyens permettant à un état-major de fonctionner.

ACCROCHAGE AVEC DES **INSURGÉS** AFGHANS



Près de 300 militaires français et américains ont mené, mi-septembre, l'opération Rusty Hull dans la vallée de Bedraou, avec les forces de l'armée nationale et de la police afghanes. Lors de l'exfiltration,

les éléments français ont été durement pris à partie par les insurgés. La riposte a été immédiate et les insurgés, pris sous des feux nourris et concentrés, ont rompu le contact. C'est une zone importante pour les insurgés,

qui y stockent des munitions et des équipements. C'est la troisième fois en 2 mois que le Groupement tactique interarmes (GTIA) français de Kapisa opère dans cet endroit considéré comme un sanctuaire.

TCHAD : MISSION DE RECONNAISSANCE DANS LE NORD

Les éléments français au Tchad (EFT) ont achevé, mi-septembre, une opération de reconnaissance combinant des moyens terrestres et aériens dans le Nord du Tchad en s'appuyant sur la base de

Faya-Largeau. Objectif : recueil d'informations, contact avec la population et les autorités locales, aguerissement des troupes et validation de terrains de poser sommaires par le génie de l'air.



STÉPHANE THÉVENIN

DJIBOUTI : ATALANTE REÇOIT UN E-3F AWACS

Un avion de détection et de transmission E-3F AWACS a été reçu, fin août, par les forces françaises de Djibouti, pour renforcer la mission EUNAVFOR Atalante. Cet avion radar est intégré au dispositif aéromaritime de lutte contre la piraterie de l'Union européenne. Grâce à l'exploitation de ses capacités de détection et de transmission des données, les 18 membres d'équipage élaborent une situation de surface exhaustive, transmise ensuite aux avions et aux patrouilles maritimes. Il leur sert aussi de relais de communication avec leurs centres de commandement.

AFGHANISTAN : SERIE D'ACCIDENTS MORTELS

Deux accidents mortels ont touché des soldats français le 27 septembre. Le premier est survenu tôt dans la journée en Kapisa, entraînant la mort de 3 soldats du fait de conditions météorologiques difficiles. Le second a eu lieu à l'est de Kaboul, sur la route de Tora, en Surobi. Un militaire est décédé et cinq autres blessés après la chute de leur véhicule dans un ravin. Le ministre de la Défense a rendu « hommage au courage des soldats français qui, au quotidien, accomplissent une difficile mission dans ce pays ».

UN NOUVEAU CHEF À LA TFMN

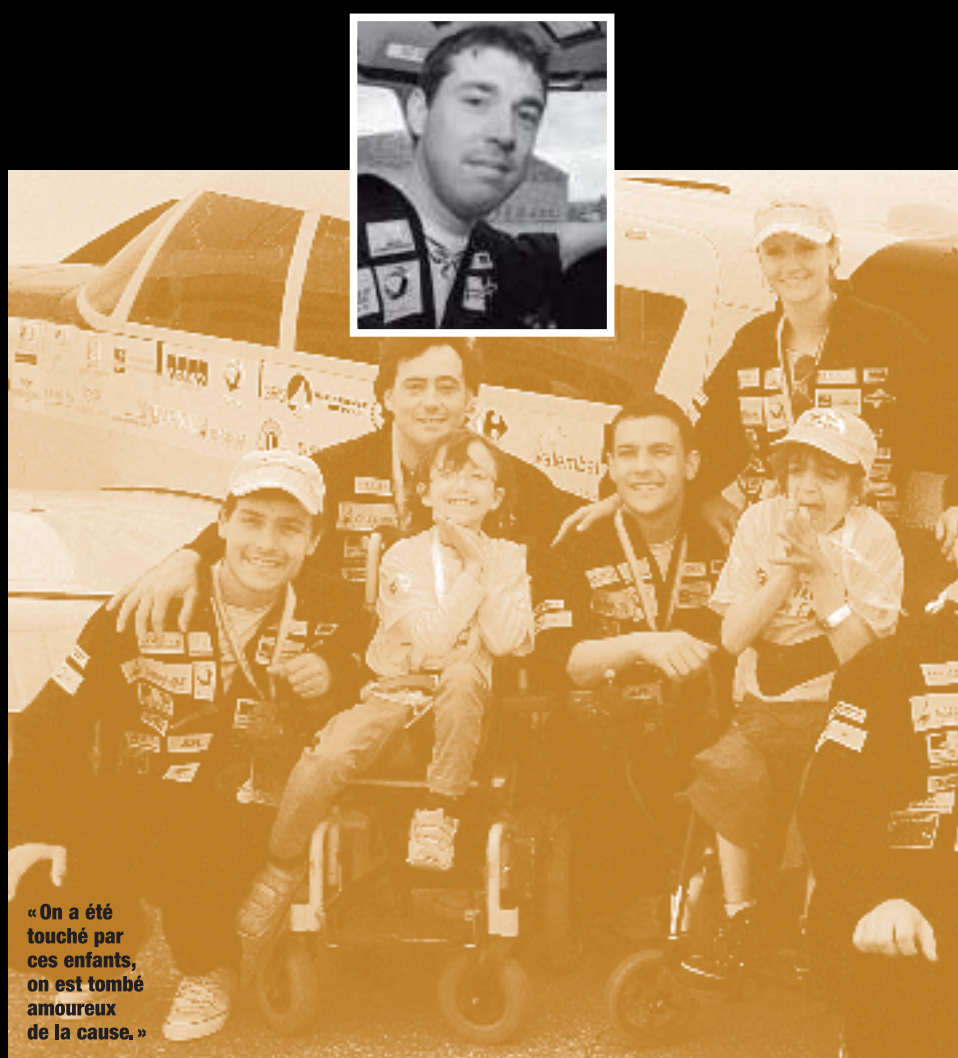
Le général Sainte-Claire, commandant de la 2^e Brigade blindée, a succédé au général Ribayrol, commandant de la 3^e Brigade mécanisée, à la tête de la Task Force Multinationale Nord (TFMN-N), au Kosovo. La cérémonie a eu lieu

le 17 septembre au camp Maréchal de Lattre de Tassigny, à Novo-Selo. La TFMN-N fait partie de la Kosovo Force (KFOR) de l'Otan. La France est le troisième contributeur de la KFOR avec 1400 hommes, déployés surtout au sein de la TFMN-N.

Faiseurs

Bertrand Rameau et Julien Loreau ont reçu, il y a deux ans, mission d'embarquer des enfants dans leur Casa lors de Rêves de gosse, un événement soutenu par l'armée de l'air. Depuis, ils ont créé leur association et y retournent cette année à titre personnel.

« **C**ombis » bleues bardées de logos de sponsors et jambes croisées... Dans la salle de repos, le capitaine Bertrand Rameau et le sous-lieutenant Julien Loreau parlent avec animation. Il ne cesse de pleuvoir sur la base aérienne 110 de Creil, mais l'enthousiasme de ces pilotes de l'escadron Vercors de 28 et 25 ans est communicatif. « *L'année dernière, nous avons vécu une expérience inoubliable. Nous avons participé pour la première fois à Rêves de gosse !* », explique Julien. Depuis treize ans, cette association organise une journée dans une ville au cours de laquelle des enfants handicapés, malades ou défavorisés peuvent recevoir leur baptême de l'air. L'événement, auquel l'armée de l'air participe, dure une dizaine de jours. Chaque jour, une flotte d'une vingtaine d'avions se déplace ainsi dans une ville différente. Au-delà de ces quelques heures d'émotions fortes, l'association s'attache à ce que ces enfants en situation difficile nouent des liens entre eux. « *Depuis la création de Rêves de gosses, 17 000 gamins ont effectué leur baptême*



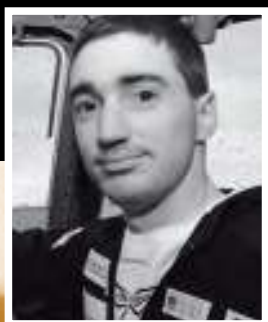
« On a été touché par ces enfants, on est tombé amoureux de la cause. »

de l'air. Mais pour ceux qui y participent, la plus belle récompense, c'est de savoir que certains enfants continuent d'avoir des contacts entre eux », se réjouit Bertrand.

Présente dès les débuts de cet événement, l'armée de l'air met à disposition, depuis sept ans, un Casa 235. C'est en

tant que pilotes de cet avion de transport que les deux officiers ont découvert ce tour de France du cœur. « *L'année dernière, il figurait sur notre planning, comme n'importe quelle autre mission, avouent-ils. On a été touché par ces enfants, et on est tombé amoureux de la cause.* » Pour être vraiment sûrs d'y

de rêves !



B. BIASUTTO / DICOD

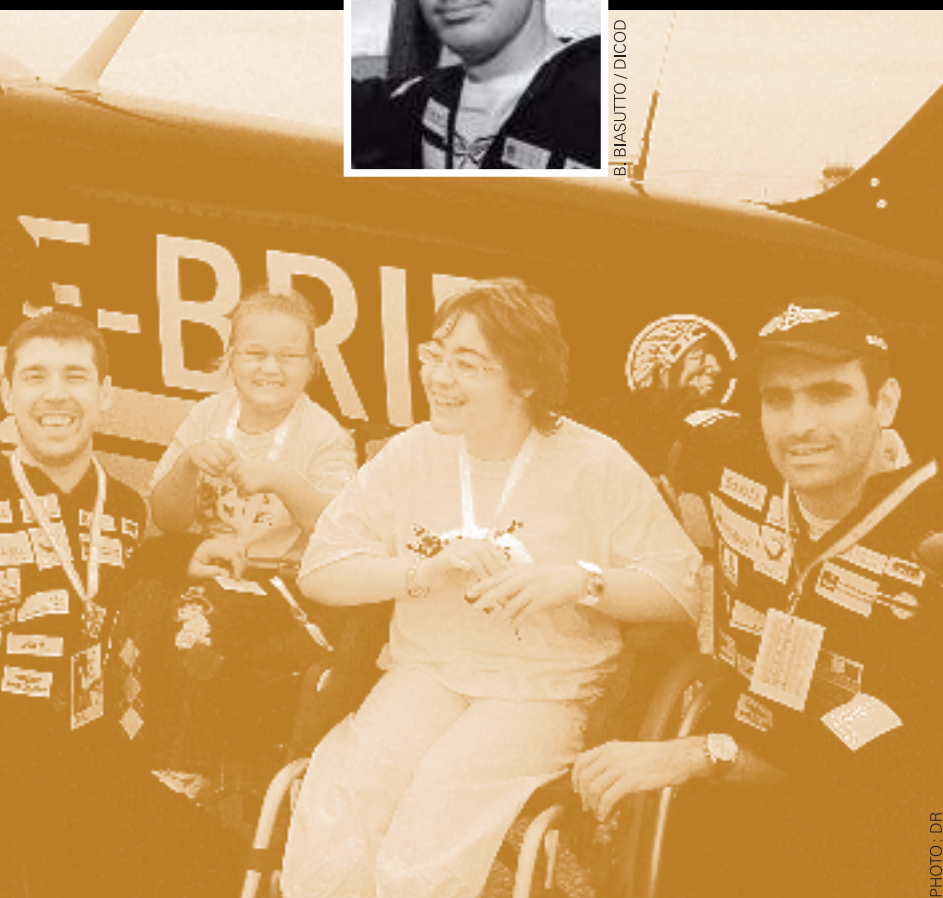


PHOTO DR

participer à nouveau, ils ont décidé de fonder ensemble l'association Unis pour le rêve. « C'est un moyen d'aller plus loin et d'assurer notre présence car, d'une année à l'autre, les équipages tournent à bord du Casa », explique Bertrand. Le plus dur a été de trouver des fonds. Le temps, ils le prennent sur celui des

vacances. Le reste, c'est de l'énergie et de l'inventivité, surtout lorsque, comme cette année, aucun Casa n'était disponible pour des raisons opérationnelles. Il a donc fallu organiser une tombola sur la base de Creil. Grâce au soutien de l'association les Ailes Brisées, qui vient en aide aux familles des disparus de l'aéro-

nautique, et grâce à un avion prêté par un ami, ils ont pu participer, à titre privé, à l'édition 2009 de Rêves de gosse. Des souvenirs qui renaissent, entre sourires complices et émotions partagées...

Dès leur arrivée sur l'aérodrome, les « gosses » sont pris en charge par nos chevaliers du ciel. Par équipe de trois, ils décollent pour quinze minutes de vol. Mais la journée ne se réduit pas à ce moment de bonheur et d'exaltation qui passe à la vitesse d'un Rafale. « Nous voulons qu'un contact se crée avec les enfants, et qu'eux-mêmes se rencontrent, raconte Julien. On passe la journée ensemble. On a besoin de s'asseoir dans l'herbe avec eux, de jouer, et de discuter. C'est pourquoi quand l'un de nous deux est en vol, l'autre est à terre. »

Pour ces as de cœur, la principale crainte est de devoir annuler des vols. Car « la pression est grande, les enfants nous attendent depuis six mois. Certains sortent de l'hôpital juste pour cette journée. Or, on doit composer avec les aléas de la météo, admet Bertrand. Parfois aussi avec la mécanique. Cette année, on a eu une panne sur l'avion ! Je l'ai réparé de nuit pour pouvoir repartir le lendemain afin d'assurer les baptêmes ». De la fierté se dessine sur leurs visages...

Tout à coup, le silence se fait dans la pièce. Un blanc que Bertrand brise pour se livrer. « C'est un rassemblement unique pour nous. Ce n'est ni un meeting aérien, ni une compétition. C'est une manifestation dont on ne revient pas "indemne". » Julien renchérit avec un regard enfantin : « Une chose est sûre, aujourd'hui. Le tour de France de Rêves de gosse ne se fera plus sans nous. » ■

Romain Lescurieux

PROBATION



DAVID FURST / AFP



WON DAI-YEON / AFP



1 - Soldat
américain venant
d'être débarqué
d'hélicoptère
dans les
montagnes
afghanes,
lors d'une
opération.

2 - Entraînement
des forces
spéciales sud-
coréennes
à Pyeongchang,
à 180 km à l'est
de Séoul.

3 - La frégate
La Motte-Picquet
recouverte
de glace à
Saint-Pierre-et-
Miquelon
en janvier 2009.

4 - V-22Osprey
mi-hélicoptère,
mi-avion,
quittant le pont
de l'*USS Bataan*,
lors d'un
exercice franco-
américain.



5 - Les marins
de l'*USS Fort*
Mc Henry,
bâtiment
américain de
soutien,
participent à un
ravitaillement
en carburant.



MÉLANIE DENNIEL / MARINE NATIONALE



MATHIEU LEBRE / MARINE NATIONALE



KRISTOPHER WILSON / U.S. NAVY

La DGA se modernise pour un meilleur

matière de management de projet, d'expertise technique, financière et d'achat, au profit de notre cœur de métier, à savoir la conduite des opérations d'armement, explique Bruno Delor, directeur de la qualité et du progrès et Monsieur Modernisation au sein de la DGA. Du besoin de protéger les soldats contre les IED [engins explosifs improvisés] à la gestion du volet Défense du plan de relance gouvernemental, nous devons savoir nous adapter aux priorités du moment. »

La DGA se modernise : recentrage de ses activités sur le cœur de métier, rationalisation de ses soutiens... Le bénéfice attendu ? Un meilleur service aux forces.

Siège de la DGA à Bagneux (Hauts-de-Seine).

La Délégation générale pour l'armement, devenue depuis peu la Direction générale de l'armement, engage une réforme de fond pour moderniser ses structures et rationaliser ses soutiens. « Nous avons pour objectif d'améliorer nos compétences en

La DGA garde ses trois missions principales : équiper les armées, développer les technologies futures de défense et promouvoir les exportations d'armement. « Les implantations liées aux essais et à l'expertise technique seront redéployées et le soutien rationalisé », précise Bruno



DF

service aux forces

Delor. En 2014, les capacités techniques de la DGA seront en effet regroupées par domaines d'activité (terrestre, naval, aéronautique et électronique) en 9 centres (contre 15 actuellement) répartis sur 15 implantations géographiques (contre 22). La DGA et l'armée de terre vont, par exemple,

constituer un pôle spécialisé dans les activités terrestres à Bourges.

« Nous allons regrouper les capacités des Établissements techniques d'Angers [Maine-et-Loire] et de Bourges [Cher] de la DGA avec la Section technique de l'armée de terre [STAT] de Satory [Yvelines], qui procède aux évaluations opérationnelles », sou-

ligne Bruno Delor. Un véhicule blindé de type VBCI faisait jusqu'à présent ses essais de mobilité à Angers, testait son canon et son blindage à Bourges et repartait à Satory pour des évaluations avant l'envoi sur le terrain... « Les différentes opérations concernant

l'équipement de l'armée de terre s'effectueront au même endroit. Nous attendons des économies d'échelle et un meilleur service aux forces. »

Par ailleurs, en 2014, 5 centres du service de la qualité (contre 9 auparavant) s'assureront de la conformité des fournitures livrées aux forces. Ils seront regroupés sur 25 implantations géographiques, au lieu des 49 actuelles.

« Ces redéploiements sont la conséquence des objectifs assignés en matière d'effectifs. La DGA va passer de 13 000 à 10 000 personnes en 2014, soit une diminution de 24 %. » Mais l'évolution des effectifs diffèrera selon les métiers. « Ceux des métiers d'expertise technique* augmenteront de 4 % en moyenne, précise Bruno

Delor. Nous allons donc réduire les effectifs ailleurs, de 17 % dans les métiers d'essais et de 40 % dans le soutien, par mutualisation au sein de la DGA ou, plus largement, à l'échelle du ministère et dans une démarche volontariste de simplification. »



Centre d'essais et de lancement de missiles des Landes.

L'année 2009 a été celle des premiers redéploiements. Par exemple, l'activité du Groupe d'études et de recherches en balistique, armes et munitions (Gerbam) de Gâvres (Morbihan) a été transférée vers Biscarosse et vers Bourges. Un premier groupe d'experts du Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques (LRBA) de Vernon (Eure) est arrivé à Bruz (Ille-et-Vilaine), et les déménagements suivants s'échelonneront jusqu'en 2012. En fin d'année, le transfert des moyens de restitution des enregistreurs d'accident (l'analyse les boîtes noires) à Saclay marquera la fin de la présence historique de la DGA à Brétigny (Essonne).

Julien Fouineau

*** Regroupe les spécialistes des systèmes navals, terrestres, aériens ou encore de missiles, d'espace ou de systèmes d'informations.**

3 QUESTIONS A L. Collet-Billon Délégué général de l'armement



Qu'attendez-vous de la modernisation de la DGA ?

Pour nous, il s'agit de répondre au mieux aux besoins des forces tout en ayant un format resserré, puisque la DGA passera à 10 000 personnes en 2014, à comparer à 13 000 début 2008. Il nous faut être toujours plus réactifs et plus proches des forces armées pour bien cerner leur besoin et leur apporter le service qu'elles attendent, notamment au travers des « Urgent Operation ».

Comment maintiendrez-vous le niveau de service aux forces avec des effectifs en diminution ?

Pour réussir, il faut que notre fonctionnement soit plus efficace. C'est pourquoi notre modernisation s'appuie sur notre système de management de la qualité, certifié ISO 9001, que nous étendons afin que notre activité se fonde sur des pratiques conformes aux meilleurs standards de notre profession. Nous consolidons nos métiers de conduite de projets, d'expertise technique, d'achat et de finance. Ainsi, les effectifs dans les métiers d'expertise augmenteront de 4 %, en contrepartie d'une réduction de 40 % dans ceux du soutien. Pour cela, nous rassemblons les experts et les moyens dont ils ont besoin sur un nombre moindre de sites.

Comment est pilotée la modernisation au sein de la DGA ?

J'ai souhaité que cette modernisation soit rassemblée dans un projet unique, piloté par l'un de mes directeurs, le directeur de la qualité et du progrès. Le projet est solidement structuré sous tous ses aspects : technique, soutien, finances, ressources humaines, etc. Nous veillons notamment à éviter de perdre nos compétences techniques lorsque nous déplaçons des activités.

Gendarmes : derniers avec l'armée de terre av



entraînements avant l'Afghanistan

Ils devront conseiller et accompagner les policiers afghans. Une mission qu'ils exerceront bientôt dans un environnement difficile. Le stage qu'ils viennent d'effectuer à Suippes était l'avant-dernier d'une préparation de plusieurs mois.

Pour les 100 gendarmes présents au camp militaire de Suippes (Marne), c'est l'avant-dernière préparation avant le départ pour l'Afghanistan. Comme le font leurs camarades de l'armée de terre avec l'armée afghane, ils conseilleront et accompagneront sur le terrain les policiers de l'AUP (*Afghan Uniformed Police*). Répartis en 4 POMLT (*Police Operational Mentoring and Liaison Team*), ils opéreront dans les provinces sous responsabilité des forces militaires françaises (Surobi et Kapisa). Les POMLT ont reçu mandat d'instruire et d'accompagner la police afghane. Si, au cours d'une patrouille, un suspect est arrêté ou un indice trouvé, c'est cette dernière qui prend en charge l'opération.

« La formation que nous suivons est très différente de celles que nous avons eues par le passé, admet un gendarme de l'escadron de gendarmerie Mobile (EGM) 17/1 de Satory. Nous savons encadrer et conseiller des polices étrangères dans des pays en crise. J'ai fait le Kosovo ou la Côte d'Ivoire. Sur ces théâtres, il s'agissait d'un maintien de l'ordre par des barrages filtrants. Ici, nos missions vont bien au-delà. Évoluer au sein de patrouilles aux côtés de la police afghane est une mission d'un tout autre genre. »

La préparation des gendarmes français en partance pour l'Afghanistan est à la mesure de l'enjeu. Lors des patrouilles, les unités seront amenées à guider la police afghane dans la recherche d'indices ou d'insurgés au cœur des villages. Une mission très différente de celles qu'ils peuvent mener sur le

territoire national. Avant celui de Suippes, les gendarmes ont suivi deux stages à Rochefort (Charente-Maritime) et à Mourmelon (Marne) pour couvrir tous les aspects de leur mission : droit, géopolitique, anglais, sensibilisation à la culture afghane. L'accent a été également mis sur la vie en zone de combat, sur la formation individuelle au combat et au tir.

À Suippes, le stage porte sur l'action collective. À partir de cas concrets, la réaction de la POMLT face à un incident est jaugée. Il s'agit également d'utiliser les matériels au sein de l'unité : armes de bord et armes collectives, pilotage du VAB (véhicule de l'avant blindé). Les stagiaires consolident également les acquis, notamment les actes élémentaires du combattant, le tir aux armes individuelles, le sauvetage au combat et la cohésion.

Compte tenu des caractéristiques du théâtre, « les stagiaires sont formés ici par des instructeurs de l'armée de terre qui ont l'expérience du terrain afghan », précise le lieutenant-colonel Thierry Leprivey, directeur du stage. Les situations types du théâtre ont été reconstituées au plus près. « Nous connaissons la dangerosité du terrain sur lequel nous opérons, explique l'officier instructeur. Une simple mission de police

peut rapidement tourner au combat en zone urbaine. Les hommes, appuyés par leurs blindés, pénètrent dans la réplique d'un village afghan. Chaque carrefour doit être reconnu prudemment mais avec assurance, les ponts doivent être inspectés avec minutie. »

De même, la méthode pour pénétrer et effectuer une recherche d'indices dans une maison

Les stagiaires sont formés par des instructeurs de l'armée de terre qui ont l'expérience du terrain afghan.

diffère radicalement de celle pratiquée en métropole. Là-bas, le danger n'est pas limité à l'intérieur de l'habitation. L'action est menée selon le principe du « *Cordon and Search* ». Un groupe d'hommes forme un cordon extérieur (« *Outer cordon* »), un barrage filtrant empêchant ▶



PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD / DICOD

Les gendarmes opéreront dans les zones sous responsabilité des forces françaises.



L'accent est mis notamment sur les engins explosifs improvisés.



**Ci-dessus : les gendarmes seront équipés de fusils d'assaut allemands HK G36.
Ci-dessous : instruction sur la mitrailleuse de 12,7 mm.**



► toute intrusion dans la zone de recherche ou toute prise à partie. Un second groupe, tourné vers la maison, établit le cordon intérieur ou « Inner cordon ». Il évite ainsi toute tentative de

fuite. Les chercheurs (« Search ») procèdent à la fouille. Enfin, un élément d'appui placé en zone sécurisée, la « force de réaction rapide » (*Quick Reaction Force*), n'intervient qu'en cas de difficulté. Cette technique sera également enseignée aux policiers afghans.

Les engins explosifs improvisés (IED) représentent un des principaux dangers en Afghanistan. Pour les gendarmes, non initiés à ce type de menace, il est essentiel d'y être sensibilisé par des exercices. Par exemple, au passage d'un

convoi, un IED explose sur la route. Bilan : un blessé et un véhicule hors service. Le lieutenant de gendarmerie de l'EGM 23/9 de Chauny (Aisne), chef d'une POMLT, commente : « Ici, on simule un incident pendant la traversée d'un village. Et l'on observe la réactivité des hommes : sécurisation de la zone, gestion du blessé, remorquage du véhicule. » Les hommes bondissent hors des véhicules et sécurisent la zone, attendant l'hélicoptère de secours. Ils matérialisent la zone de poser de l'hélicoptère par des fumigènes. Sitôt la manœuvre terminée, un instructeur débrieife l'exercice. « Chaque jour, les exercices deviennent plus compliqués », précise l'instructeur.

Le choix de l'armement et des véhicules est aussi conditionné par la mission. Les gendarmes sont habituellement équipés de Famas première génération, qui ne sont pas compatibles avec les munitions Otan. L'état-major de la gendarmerie a donc décidé de les doter en G36C (canon court), des fusils d'assaut allemands adaptés au combat en zone urbaine, en dotation au GIGN. Quant au tireur d'élite du groupe, il est équipé de G3 allemands, mieux adaptés à l'environnement du théâtre afghan. Enfin, chaque POMLT dispose de trois VAB équipés d'une mitrailleuse 12-7 mm HP 50 en tourelle et d'une ANF1, fournis par l'armée de terre.

Pour les 100 gendarmes présents à Suippes, la prochaine destination est Briançon (Hautes-Alpes) où, avec la 27^e Brigade d'infanterie de montagne, ils suivront un exercice de synthèse préparant les unités avant leur départ pour l'Afghanistan. Nommé Jalalabad 2, il simule les conditions du théâtre le plus proches possible de la réalité. ■

Guillaume Claret

EN VENTE ACTUELLEMENT



L'ARMÉE DE L'AIR

Arrêt sur images

Fille de l'aéronautique militaire née en 1911, l'armée de l'air obtient son indépendance par le décret du 1^{er} avril 1933, l'érigeant officiellement en armée. La loi du 2 juillet 1934 fixant son organisation marque la naissance d'une nouvelle composante des forces armées françaises. Au fil des pages, image par image, cet album photographique retrace l'histoire des hommes, des femmes et du matériel qui ont forgé l'armée de l'air d'aujourd'hui, forte d'une expérience de 75 ans. Moments forts, événements majeurs et personnages clefs ont été immortalisés par les photographes officiels le temps d'un cliché : ils appartiennent désormais au patrimoine culturel d'une armée qui, après une jeunesse agitée, s'affiche aujourd'hui comme robuste, réactive et ouverte sur le monde.

ISBN : 978-2-1109-6340-6

Format : 20 x 27 cm

176 pages

Prix : 29€

(+ frais d'expédition)

Frais d'expédition

Un exemplaire 5€

Plus d'un exemplaire 8€



L'ouvrage sera disponible à partir du 1^{er} juillet 2009, auprès du Service historique de la Défense.

Pour toute commande, adressez un chèque libellé à l'ordre du « Régisseur du SHD » à l'adresse suivante :

Service historique de la Défense
DPV/publications
Château de Vincennes
avenue de Paris
94306 Vincennes CEDEX

Tél. : 01 41 93 20 89 ou 20 53

E-mail : diffusion-dpv@shd.defense.gouv.fr







Patrouille togolaise de l'Onu. Les casques bleus assurent désormais la sécurité de la zone frontière avec le Soudan.

PHOTOS : ARNAUD ROINÉ / ECPAD

Tchad-RCA

La Minurcat prend ses marques

Les casques bleus ont pris la relève de l'Eufor au Tchad et en République Centrafricaine, en mars dernier. La transition s'est faite progressivement, le temps que les forces des Nations unies montent en puissance.

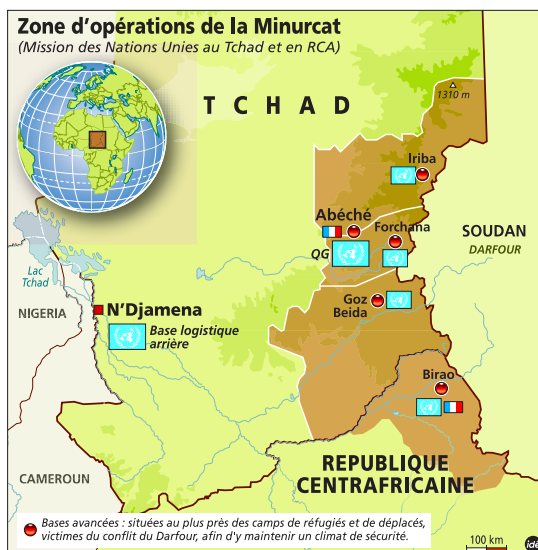
« **S**ans l'Eufor, la Minurcat n'aurait jamais pu se mettre en place. Nous n'avons eu qu'à chausser ses souliers. », affirme le général sénégalais Kandji (Sénégal), commandant de la Mission des Nations unies en République Centrafricaine et au Tchad (Minurcat). Lorsque cette force de l'Onu prend le relais des troupes européennes, le 15 mars dernier, dans le Nord-Est de la République Centrafricaine (RCA) et l'Est du Tchad, c'est pour continuer de maintenir un « parapluie sécuritaire » dans la région de la frontière avec le Soudan, marquée par des années de conflit au Darfour.

L'Eufor « lègue » à la Minurcat une aire de responsabilité de 400 000 km² à cheval entre la RCA et le Tchad. Dans cette zone, enclavée et majoritairement aride, agitée de conflits interethniques, religieux, politiques, plus de 400 000 personnes – réfugiés soudanais et déplacés tchadiens – ont échoué dans des camps de fortune répartis le

long de la frontière. Une situation qui avait conduit les Nations unies à adopter, en septembre 2007, la résolution 1778 autorisant le déploiement d'une présence internationale civile, policière et militaire dans cette région. Début 2008, l'Union européenne engage une force de

3 700 militaires dans le cadre de l'Eufor. Parallèlement, la Minurcat s'installe aussi. Elle ne comprend alors qu'un pilier humanitaire englobant des organismes tels que le Haut Commissariat aux réfugiés (UNHCR) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), et un pilier policier, le détachement intégré de sécurité

(DIS), chargé de former des policiers tchadiens pour assurer la sécurité dans les camps de réfugiés et de déplacés. Le mandat européen d'un an ayant pris fin, c'est la Minurcat qui a désormais la charge de dissuader bandits et rebelles de s'attaquer aux populations et de piller les humanitaires. « Grâce aux forces européennes ►





Casque bleu dans la base avancée de Birao, en République Centrafricaine.

► puis à celles de l'Onu, le niveau de sécurité s'est nettement amélioré, explique le colonel Besnard, présent au Tchad dès janvier 2009 pour planifier le relais Eufor/Minurcat. Des milliers de civils sont retournés dans leur village grâce au travail combiné des militaires, du gouvernement et des humanitaires. Aujourd'hui, les casques bleus doivent pérenniser les fondations auxquelles les soldats européens ont œuvré. »

Pour que la Minurcat puisse remplir cette mission, un volet militaire est venu s'ajouter aux volets humanitaire et policier. La force compte 2 800 casques bleus formés de contingents norvégiens, ghanéens et togolais, arrivés entre avril et mai, et d'environ 800 soldats de l'Eufor qui ont troqué leur béret européen contre celui, bleu, de l'Onu. C'est le cas des Polonais et des Irlandais, qui arment toujours les bases d'Iriba et de Goz Beida. Quant aux 300 Français qui arment actuellement le Détachement logistique (voir ADA de septembre), ils sont progressivement désengagés au fur et à mesure de la montée en puissance de la force militaire de la Minurcat.

Étalée sur plusieurs mois, la transition s'opère « de la façon la plus souple possible, affirme le général Kandji, même si les premiers pas ont été difficiles. L'objectif de 5 200 soldats devrait être atteint avant la fin de l'année. Ce qui manque surtout, c'est le soutien et la logistique. Heureusement, nous pouvons nous appuyer sur le soutien mis en place par l'Eufor. »

Durant un an, les 3 500 militaires européens ont fait sortir de terre plusieurs infrastructures, qui forment aujourd'hui les emprises de la Minurcat (voir carte). Celle-ci a aussi récupéré de nombreuses installations, ainsi que des puits. Son



Le général Kandji, commandant de la Minurcat.

Les Français de la Minurcat

Après le transfert d'autorité à la Minurcat, le 15 mars dernier, des militaires français de l'Eufor ont temporairement coiffé le béret bleu :

- le bataillon armant la base avancée de Forchana (Tchad), 200 militaires. Relevé à l'été par un bataillon ghanéen ;
- un détachement logistique de 350 hommes. Assuré à Abéché (Tchad) le soutien logistique pour la montée en puissance de la Minurcat ;
- le détachement de Birao (150 militaires) a été remplacé par un bataillon togolais mi-mai. Il reste le détachement soutien de la base de Birao (RCA), 50 militaires, pour soutenir la montée en puissance du bataillon togolais.

quartier général est à Abéché, et elle dispose d'une base de soutien arrière à N'Djamena et de quatre bases avancées le long de la frontière soudanaise, à Iriba, Forchana et Goz Beida, au Tchad, et à Birao en RCA. Ce qui n'est pas sans poser de difficultés, notamment pour le génie, comme en matière de capacités de transport aérien ou

La force comprend 2 800 casques bleus et 800 soldats de l'Eufor qui ont troqué leur béret contre celui de l'Onu.

routier. « Les nations contributrices ne sont pas forcément les plus équipées », précise le général. La Minurcat n'hérite pas que d'un patrimoine matériel. La force européenne lui lègue aussi une « mémoire » et un savoir-faire précieux. « L'Eufor a notamment transmis des cartographies du territoire tchadien, explique le colonel Besnard. Aucun référencement du relief, du climat ni de l'hygrométrie n'avait été effectué auparavant. »

« La force européenne et la mission des Nations unies sont deux concepts très différents », précise le général Kandji. La première est une structure strictement militaire, où tout est fait par et pour des militaires. La seconde est une mission internationale dirigée par une entité civile et politique. » En matière de procédures, d'équipements et de structures, chaque pays membre de l'Onu doit s'aligner sur un standard commun qui diffère des siens. « Toute la difficulté est là, il faut de la souplesse », rappelle le général Kandji. Comme toute mission des Nations unies, la Minurcat est une tour de Babel. Humanitaires, autorités civiles et politiques, militaires de différentes nations viennent chacun avec leur philosophie et leur culture. « Les difficultés de dialogue et les lourdeurs de structures aussi complexes que l'Onu constituent parfois un frein à la réactivité. Les gens doivent apprendre à travailler ensemble, c'est toujours difficile au début, concède le général. Militaires et civils doivent aussi apprendre à cohabiter et collaborer. » Cependant, tous œuvrent au maintien de la paix et de la sécurité dans la région pour permettre le retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs villages. « S'il n'y avait pas les militaires, les humanitaires ne pourraient être efficaces... Et s'il n'y avait pas d'humanitaires, l'action des militaires n'aurait pas de sens », conclut le général Kandji. ■

Cynthia Glock

Assurance vie : alliez performance et sécurité !

L'assurance vie demeure le produit d'épargne préféré des Français. Dans la multitude des contrats présents sur le marché, la GMF se distingue par des solutions offrant rendement et sécurité.



La crise financière n'entame pas la confiance des Français dans l'assurance vie ! Les cotisations collectées au 1^{er} semestre 2009 par la GMF sont en hausse de 25% par rapport à la même période de l'année précédente. Rien d'étonnant à cela lorsqu'on constate les taux servis par la GMF en 2008 et qui sont parmi les meilleurs du marché. Le rendement de ses contrats et supports d'assurance vie en euros a atteint 4,40%⁽¹⁾. Un taux non seulement supérieur à la moyenne du marché, qui n'excède pas 3,90%⁽²⁾

en 2008, mais aussi beaucoup plus intéressant que ceux désormais offerts par les livrets d'épargne traditionnels. Ainsi, alors que ces livrets classiques garantissent à l'épargnant la sécurité contre un faible rendement, le contrat Altinéo de la GMF, lui, offre sécurité et performance. Vous profitez d'un taux minimum garanti chaque année, les intérêts vous sont définitivement acquis et génèrent eux-mêmes d'autres intérêts. De plus, vous investissez sans plafond, tout en profitant d'une fiscalité privilégiée. Profitez-en !

Didier Ledeur, Directeur Général de la GMF VIE

« Une expertise qui profite directement aux épargnants »

« La GMF propose une large gamme de produits d'assurance vie, d'épargne et de placement depuis maintenant 30 ans. C'est cette expertise, constituée au fil des ans, qui lui permet aujourd'hui d'afficher d'excellents résultats, et ce malgré un environnement économique et boursier plus difficile. L'épargnant en bénéficie directement, comme il tire profit des valeurs mutualistes qui animent au quotidien l'entreprise : refus des effets d'annonce, absence de taux « boostés » à court terme pour recruter de nouveaux clients... Sans oublier une solide santé financière, un élément indispensable dans le contexte actuel. »

(1) frais de gestion déduits, avant prélèvements sociaux.

(2) source : Fédération Française des Sociétés d'Assurances, estimation au 3.6.09.

(3) taux de rendement annualisé du 31.12.00 au 31.12.08, frais de gestion déduits et avant prélèvements sociaux.

(4) taux de rendement du 31.12.00 au 31.12.08, frais de gestion et prélèvements sociaux déduits.

UNE PERFORMANCE RÉCOMPENSÉE

Depuis 2000, le contrat d'assurance vie en euros Compte Libre Croissance – aujourd'hui remplacé par Altinéo, un produit qui offre des caractéristiques et un niveau de performance similaires – a offert à l'épargnant un rendement moyen de 4,62%⁽³⁾ par an, soit plus de 38%⁽⁴⁾ sur 8 ans. C'est pour distinguer notamment la régularité de ses performances que les experts des Dossiers de l'Épargne ont, en 2009, décerné pour la deuxième année consécutive le label d'excellence à Altinéo.

Pour en savoir plus :
appelez le 0 820 809 809
(0,12€ TTC/mn) ou consultez
le site www.gmf.fr



Harpie maintient la pre dans la jungle guy

L'opération, lancée début 2008 pour combattre l'orpaillage clandestin en Guyane, donne des résultats tangibles. C'est en été, pendant la saison sèche, que s'y déploient les opérations de grande envergure.

Dans toute la moitié sud du département et en plein cœur du Parc amazonien de Guyane, vivent trois ethnies amérindiennes et une communauté de « Noirs marons ». La forêt, dont

leur survie dépend, est aussi le lieu où sévissent les chercheurs d'or clandestins venus du Brésil et du Surinam voisins. L'orpaillage illégal constitue une menace, tant pour les dégâts causés sur l'environnement que pour la sécurité des autochtones. « *Les habitants sont inquiétés par des vols de pirogues, de moteurs ; leurs cultures sur brûlis sont pillées, le gibier devient plus rare, le mercure rejeté dans les eaux provoque des maladies de peau, sans compter les trafics en tout genre que les orpailleurs cherchent à faire avec eux, drogues, alcool, armes, prostitution...* », détaille Frédéric Mortier, directeur du Parc amazonien de Guyane (PAG).

L'activité de ces orpailleurs génère en outre une économie parallèle non négligeable et des réseaux de blanchiment d'or illégal qui ont poussé les pouvoirs publics à donner le coup d'envoi, début 2008, à l'opération Harpie.

C'est l'une des plus importantes missions permanentes et interarmées conduite sur le territoire national. Pour la deuxième année consécutive, ce dispositif est renforcé. Depuis le mois d'avril des troupes venues de métropole et des Antilles renforcent le dispositif des Forces armées de Guyane (FAG). Cette année, près de 500 militaires et gendarmes sont venus prêter main-forte aux

L'un des sept postes permanents installés en plein cœur de la jungle.



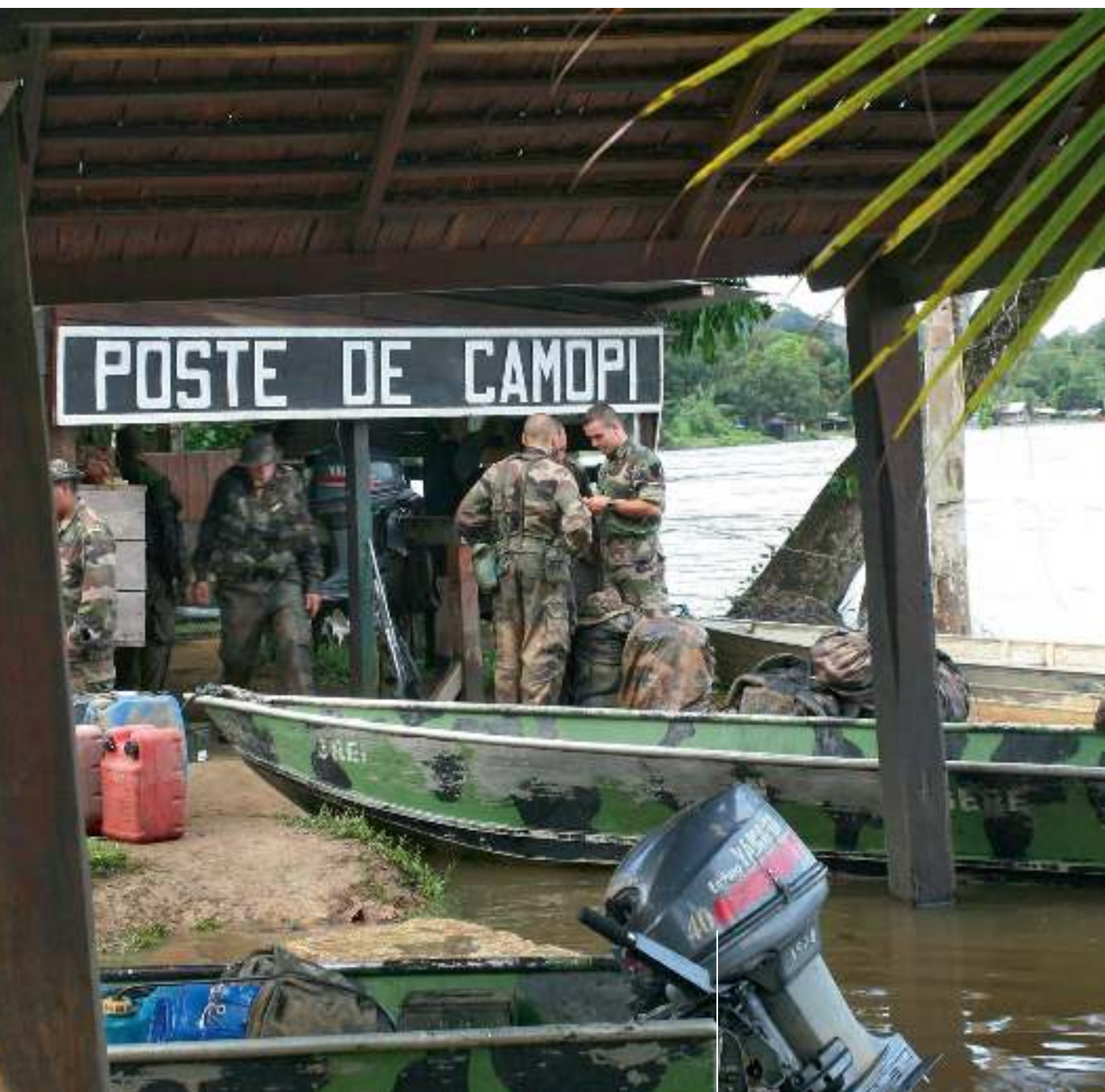
ssion anaise

2 000 hommes des FAG et de la gendarmerie basés dans ce département.

« Ces renforts sont nécessaires, précise le colonel Launois, chef d'état-major des Forces armées en Guyane. Dans ce département qui équivaut au sixième de la France, recouvert à 90 % de forêt équatoriale, il est primordial de contrôler les fleuves et les rivières. » Ils sont les seules voies de pénétration naturelles jusqu'aux sites d'extraction d'or, en plein cœur du département. Cachés au milieu de ce véritable océan vert, les orpailleurs

clandestins se livrent au jeu du chat et de la souris avec les forces de sécurité.

« Harpie est une opération interministérielle. Nous travaillons, sous l'autorité du préfet, avec son état-major de zone de défense, le procureur de la République, mais aussi la police, les douanes, ainsi que les administrations concernées par l'environnement, comme l'Office national des forêts ou le Parc amazonien de Guyane », précise le colonel Launois. Sur toutes les opérations auxquelles participent les FAG, seuls les gendarmes ►



BRUNO BIASUTTO / DICOD

► disposent de la qualité d'officier de police judiciaire. « Les FAG apportent leurs compétences militaires en milieu équatorial et des moyens logistiques conséquents, principalement des hélicoptères Puma et Fennec de l'armée de l'air. »

Les retours d'expérience des opérations menées en 2008 ont conduit la préfecture et l'état-major à élaborer une stratégie en deux temps. Pendant la saison des pluies, d'avril à juin, lorsque la météo est la plus mauvaise, les forces se concentrent autour de points fixes. Sept bases opérationnelles avancées ont été implantées au plus près des régions aurifères, à partir desquelles les FAG conduisent des opérations de renseignement et

des patrouilles. Sur les cours d'eau, près de 10 postes de contrôle fluviaux filtrent hommes et matériels circulant en pirogue. Les imposants barrages flottants construits par le génie interdisent tout franchissement en force. S'ajoutent à ce dispositif les patrouilles autour des postes

fluviaux, pour en limiter le contournement à travers la forêt sur une profondeur d'une dizaine de kilomètres. « En opérant ce blocus, nous cherchons à tarir l'approvisionnement des sites illégaux d'extraction d'or », explique le lieutenant-colonel Germain, chef des opérations des FAG. Les clandestins ont besoin de motopompes, de tuyaux, de pièces détachées, d'outillage, de carburant, de groupes électrogènes et de vivres. S'ils ne peuvent les acheminer en pirogue, ils doivent se frayer une piste en pleine jungle et l'amener, le plus souvent en quad, ce qui complique leur logistique et la rend coûteuse.

Lorsque vient la saison sèche, de juillet à octobre, « des opérations d'envergure sont montées sur les plus gros sites repérés grâce au renseignement. Objectif : interpellier les hommes, saisir les matériels, détruire les installations et occuper le terrain, ajoute le chef des opérations. « Il est cependant de plus en plus difficile de surprendre les orpailleurs parce qu'ils s'organisent de façon

Plus que l'or lui-même, ce sont les orpailleurs que recherchent les autorités en menant des opérations coup de poing.



Y. BRAND / DICOD



Y. BRAND / DICOD

quasi militaire, reconnaît, lors d'une opération en jungle, le lieutenant-colonel Provendier, chef du bureau instruction au 9^e Régiment d'infanterie maritime (9^e RIMa). *Ils observent nos mouvements et se donnent l'alerte entre eux.* » C'est pourquoi il est rare d'arrêter sur place les responsables de ces sites illégaux. « Ce qui nous intéresse, ce n'est évidemment pas le "garimpero", ce travailleur clandestin souvent surexploité, mais tous ceux qui tirent un profit de ce trafic, insiste le colonel Muller, commandant de la gendarmerie en Guyane. Nous recherchons les patrons et les commanditaires, ainsi que les fournisseurs en matériel et en carburant. »

Devant ces opérations d'envergure des forces armées et de la gendarmerie, les chercheurs d'or clandestins montrent des signes de faiblesse. Pour la seule année en cours, les saisies d'or, de matériels, carburants, armes, vivres ont doublé par rapport à 2008. « Mais l'efficacité de l'opération Harpie ne se mesure pas seulement en chiffres, souligne le colonel Germain. Trois indices nous révèlent que nous sommes sur la bonne voie. D'abord, les prix du matériel nécessaire à l'orpaillage, du carburant et des vivres, qui ont largement augmenté dans les villes frontalières de la Guyane où se fournissent les trafiquants. Ensuite, les garimperos que nous interpellons en forêt, fatigués, tenaillés par la faim, n'ont pas toujours les pièces ou le carburant nécessaires pour continuer à travailler. Enfin, le nombre de ceux qui s'amusent de l'autre côté de la frontière, et qui hésitent à la franchir... »

Des résultats d'autant plus encourageants « que la mission Harpie durera, d'année en année, autant que nécessaire », conclut le colonel Launois. ■

Yann Brand

L'orpaillage, ennemi de l'environnement

Le Parc amazonien de Guyane (PAG) est le parc naturel le plus vaste de l'Union européenne. Il a été créé en 2007 pour préserver la nature mais aussi pour assurer le développement de ses 10 000 habitants dans le respect de leur environnement. L'orpaillage illégal étant le problème

numéro 1 du PAG, celui-ci a signé un protocole d'accord avec les Forces armées en Guyane le 29 octobre 2008 prévoyant le partage de renseignements sur l'implantation des sites d'orpaillage illégaux ainsi que des soutiens logistiques réciproques.

Son papa n'est pas toujours à l'abri, lui NON PLUS.

Association Générale de Prévoyance Militaire - Association déclarée régie par la loi du 1er juillet 1901. Journal officiel du 8 novembre 1951
SIRET 7 75 713 704 00010 APE 9499Z - Rue Nicolas Appert 83086 TOULON CEDEX 9 - Crédit photos : Richard Alcock - maxyma - A970173 - Armées d'aujourd'hui
*32 22 depuis la France métropolitaine (appel gratuit) et le +33 4 94 61 57 depuis l'étranger (Drom, Pom inclus).



Les risques, nous savons ce que c'est.

Depuis 1951, l'AGPM assure les professionnels de la défense et de la sécurité. En vous assurant avec l'AGPM, **vous pouvez compter sur un engagement sans faille**, à votre côté et auprès de votre famille, à tout moment, et **quelles que soient les circonstances de la vie**.

Que demander de mieux à son assurance ?

Prévoyance, assurance de biens, santé, épargne, crédit, services, action sociale, contactez votre **conseiller habituel**, appelez le **32 22*** ou rendez-vous sur **agpm.fr**

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout





Jusqu'à ce jour,
le commandement
suprême allié pour
la transformation
de l'Otan revenait
à des généraux
américains.

Otan : un général français à Norfolk

Le général d'armée aérienne Stéphane Abrial a pris la tête du commandement suprême allié pour la transformation de l'Otan, le 9 septembre à Norfolk, aux États-Unis. Cette nomination intervient après que la France ait réintégré toutes les instances du commandement intégré de l'Alliance atlantique.

Le général d'armée aérienne Stéphane Abrial, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, a pris, mercredi 9 septembre, la tête du commandement allié pour la transformation de l'Otan (ACT). Le général Abrial succède au général américain James Mattis.

La cérémonie de passation de commandement s'est déroulée à bord du porte-avions *USS Eisenhower*, dans le port de Norfolk, en Virginie, aux États-Unis, où se trouve le quartier général de l'ACT. Le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), Anders Fogh Rasmussen, le chef d'état-major des armées (CEMA), le général d'armée Jean-Louis Georgelin et son homologue américain, l'amiral Mike Mullen, étaient présents.

La nomination du général Abrial avait été décidée le 29 juillet dernier par le Conseil de l'Atlantique Nord. Jusqu'à ce jour, le poste de SACT (Supreme Commander Allied for Transformation – commandant suprême allié pour la transformation) n'avait été occupé que par des généraux américains.

Cette prise de commandement intervient après que la France a repris sa place pleine et entière dans le commandement intégré de l'Otan, lors du sommet de l'organisation à Strasbourg, en avril dernier.

Laurent Bastide

PAUL J. RICHARDS / AFP

L'armée de terre offre chaque année à 7 000 jeunes la possibilité de découvrir durant cinq jours le métier de soldat. Une expérience forte pour eux et, pour les régiments, l'occasion de trouver des recrues motivées.

compte sur la piste d'audace. Perchés à plus de 30 mètres sur les contreforts de la citadelle Général Bergé, ils se sont frottés au rappel, à l'escalade et à l'« asperge », un agrès vertical qu'il faut saisir en se jetant dans le vide pour redescendre au sol. « Nous avons appris à mieux nous connaître, à contrôler nos appréhensions et à réaliser ce qui

paraissait insurmontable au premier abord », confie Boris Lyp-Stenger. Ce jour-là, ils s'entraînent sur le parcours commandos où, quelques dizaines de mètres plus loin, des parachutistes descendent d'un hélicoptère en corde lisse...

Pour tous, le moment

fort reste la sortie sur le terrain. « Elle nous a demandé beaucoup de concentration et de discipline. Notamment durant la garde de nuit, où il faut être à l'écoute du moindre bruit », estime Rémi Audebert. Pour beaucoup, le souvenir marquant sera « le montage du bivouac de nuit » et les « mises en situation de combat dans la pinède, qui ont provoqué des émotions fortes ». Pour d'autres, ce sera la découverte de la « raskette », la fameuse ration de combat.

Au-delà de la nouveauté, les jeunes prennent rapidement conscience de leurs capacités, et parfois de leurs limites. « Les douleurs musculaires » de Julien Rat, pourtant 3^e à une course à pied de

« Les militaires qui nous encadrent nous traitent comme de véritables recrues. On s'y croirait ! », s'enthousiasme Rémi Audebert, âgé de 17 ans à peine. Ses camarades et lui ont le sentiment d'être de vrais soldats. Cela a commencé dès les premiers pas en treillis et les premiers « Garde-à-vous ! » pour les uns, dès la prise en main d'un Famas (fusil d'assaut) pour les autres... Une vingtaine de jeunes de 17 à 24 ans sont venus découvrir l'armée, en l'occurrence le 1^{er} Régiment de parachutistes d'infanterie de marine (1^{er} RPIMa) à Bayonne, unité emblématique des forces spéciales de l'armée de terre. Ils sont aussi venus confirmer une envie de s'engager dans l'armée d'active ou dans la réserve opérationnelle. Ces jeunes participent à l'une des nombreuses préparations militaires découvertes (PMD) dispensées depuis trois ans dans tous les régiments de l'armée de terre et grâce auxquelles les unités peuvent se faire connaître mais aussi accrocher les « perles rares ». Chaque année, en période de vacances scolaires, 7 000 places sont offertes.

Au 1^{er} RPIMa, les soldats en herbe effectuent pendant cinq jours des activités physiques et à caractère militaire : instruction sur le tir, démontage et remontage du Famas, tir à 50 et à 200 mètres, cours de combat, connaissance des grades, marche au pas en ordre serré, chants... Une expérience inédite pour des jeunes, qui peuvent ainsi toucher du doigt le métier des armes. « Je voulais confirmer l'idée que j'avais de l'armée », explique Yann Pichot, avec ses valeurs de respect, de cohésion, d'action, de dépassement de soi... Les amateurs de sensations fortes en ont pour leur

Vacances en

6 km, ou « le manque d'endurance pour cause d'entraînement insuffisant » de Pierre de Mesmay deviennent « de nouveaux défis à surmonter ». Et après la première séance de tir avec une arme de guerre, c'est le sentiment amer de ne pas avoir su faire mieux qui prédomine : « Le stress est monté d'un coup. Comme je réarmais mal mon arme, la douille se coinçait », explique Damien Dumas. Je ne bloquais pas ma respiration. Trop soucieux des règles de sécurité, j'avais du mal à me concentrer. Soldat, c'est un véritable métier. »

PHOTOS : 1^{er} RPIMa



Soldat en herbe au 1^{er} Régiment de parachutistes d'infanterie de marine. Pour tous, le moment fort reste la sortie sur le terrain.



treillis

Bien souvent,
un jeune signe
dans le régiment
où il a effectué
sa préparation
militaire.

Préparations à la carte

Proposées par les armées et la gendarmerie nationale, les périodes militaires d'initiation et de perfectionnement à la Défense nationale (PMIPDN) concourent au recrutement des armées. Spécifiques à l'armée de terre, les PM découvertes, accessibles dès 16 ans, permettent de se familiariser avec l'univers de la Défense. D'une durée de trois jours à dix jours, elles sont réalisables dans toutes les unités de métropole et d'outre-mer durant les vacances scolaires. Il existe aussi des préparations (de 2 semaines en moyenne) spécialisées : cadres (pour les futurs sous-officiers et officiers), parachutistes, commandos, montagne, forces spéciales, équitation, santé, transport, cynophile, maintenance. Cette liste est évolutive. Le calendrier des stages et les modalités d'inscription peuvent être obtenus dans un des 110 centres d'information et de recrutement (Cirfa), dont la liste figure sur le site Internet www.recrutement.terre.defense.gouv.fr/cirat.do

► Pour le lieutenant-colonel Hubert le Roux, de la sous-direction du recrutement et de la reconversion à Paris, « les PMD représentent pour nous un réel outil de recrutement, au même titre qu'une campagne de publicité. Elles nous éclairent sur la qualité et l'adaptabilité des futures recrues et peuvent réduire les risques de rupture de contrat, en amor-

Le stage touche à sa fin. Plus d'un jeune repart conscient de l'exigence du métier de soldat. « Les cadres sont des professionnels, qui ont aimé partager avec nous leurs expériences, dira Damien Dumas, qui envisage la réserve opérationnelle, le temps de finir son BTS. « Sévères lorsqu'il le fallait, ajoute Marie-Charlotte Bennicks,



issant le choc rêve-réalité des premiers jours de la vie militaire ». L'expérience montre en effet, que, bien souvent, un jeune signera dans le régiment où il a réalisé sa PMD. Ce que confirme le cas du 2^e classe Kevin P., aujourd'hui armurier au 1^{er} RPIMa :

Découverte du Famas, parcours d'audace... Pour chacun un souvenir fort qui restera.

« J'ai réalisé une PMD en juin 2008. Six mois après, je signais mon premier contrat. D'ici deux ans, je tenterai la formation commando. » Ces deux dernières années, « nous avons ainsi détecté des profils intéressants pour notre régiment, explique un chef de section. Ces stagiaires ont systématiquement reçu notre soutien s'ils désiraient signer chez nous ». Les unités organisent en moyenne deux PMD par an, « en fonction de leurs besoins en recrutement et de leurs disponibilités, qui doivent tenir compte des exigences opérationnelles », précise le lieutenant-colonel le Roux.

À chaque PMD, les participants rencontrent un responsable de centre d'information et de recrutement des forces armées (Cirfa). À Bayonne, le chef du centre, l'adjudant-chef Patrice Viré, n'hésite pas à rappeler « les différents types de contrat et les salaires correspondants, les âges et niveaux requis (de l'absence de qualification jusqu'à bac + 5), les cursus de formation militaire, etc. ». Pour lui, pas de recrutement à tout prix : « Je n'hésite pas à les inciter à continuer leurs études s'ils en ont les capacités, avant de nous rejoindre ».



toujours disponibles et à l'écoute, ils ont répondu à nos attentes. J'aimerais les revoir un jour avec un petit galon de sergent pour les remercier. Car ils ont réussi à lever mes craintes. Avant la PMD, je pensais certes m'engager. Mais aujourd'hui, je suis pleinement convaincue que c'est la meilleure décision. »

Aude Le Calvé



AU CŒUR DE VOTRE STRATÉGIE DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Depuis plus de 35 ans, Défense Conseil International opère dans le cadre fixé par le ministère de la Défense en étroite liaison avec les Etats-Majors et la DGA.

Spécialisée dans le transfert du savoir-faire militaire français, DCI garantit une compréhension globale des besoins de ses partenaires en apportant la solution la mieux adaptée en matière de formation, d'assistance, de conseil et de maîtrise d'ouvrage.



www.groupepci.com - 2, Place de Rio de Janeiro - Paris 75008 - Tél : + 33 1 44 95 26 00



© NatCom - www.natcom.fr - 01 47 30 31 32 - Photos : Sirpa Terre, Mer et Air et DCN - DCI - Acronche Rena 28

REVUE
D'ETUDES

Vous souhaitez devenir commis greffier du service de la justice militaire ?

Début des cours en septembre 2009
Inscriptions jusqu'en décembre

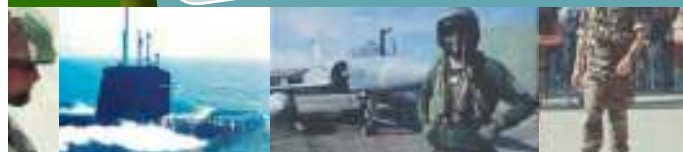
Vous êtes :

- sous-officier de carrière ou servant en vertu d'un contrat des armées et des formations rattachées
- lié au service au moins jusqu'au 1^{er} juillet 2010

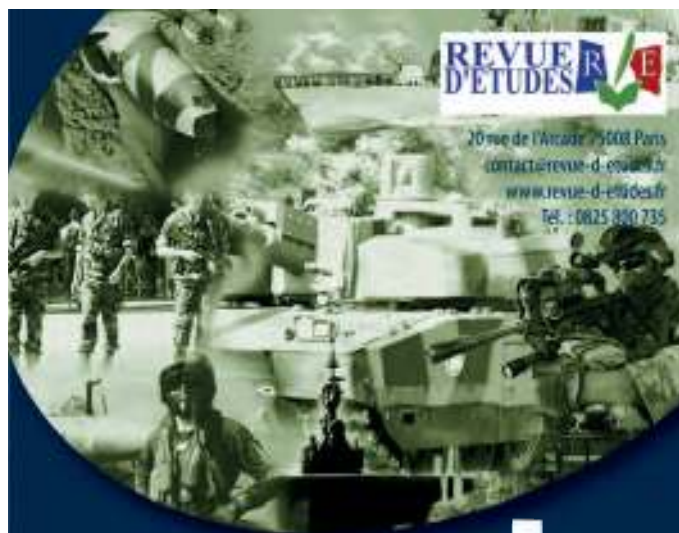
Vous avez :

- au moins quatre ans de services militaires dont deux en qualité de sous-officier
- 24 ans au moins et 42 ans au plus

Préparez l'examen d'admission au stage de formation préparatoire au concours de recrutement de commis greffier du service de la justice militaire avec la Revue d'Etudes qui collabore activement avec le Ministère de la Défense depuis près de 100 ans



Revue d'Etudes, 20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr • Tél. : 0825 800 735



REVUE
D'ETUDES

20 rue de l'Arcade - 75008 Paris
CONTACT@REVUE-D-ETUDES.FR
WWW.REVUE-D-ETUDES.FR
Tél. : 0825 800 735

Vous préparez un examen ou un concours du ministère de la défense ?

Personnels militaires et civils : Armée de terre, Armée de l'air, Marine nationale, Gendarmerie nationale, Services communs...



Faites confiance à la Revue d'Etudes qui organise ces préparations depuis près de 100 ans !





CHRISTOPHE FIARD / DICOD

Grippe A : informer et protéger

Le centre opérationnel pandémie (COP) du ministère de la Défense planifie et conduit l'engagement de la Défense dans la lutte contre la grippe A. Prochaine étape : la préparation de la campagne de vaccination nationale.

Briefing sur les risques de la grippe A-H1N1, au centre opérationnel pandémie au CPCO.

Dans le cadre du plan pandémie élaboré par le gouvernement, chaque ministère a mis en place une cellule de crise. Le ministère de la Défense a demandé à l'état-major des armées (EMA) de mettre sur pied le centre opérationnel pandémie (COP), qui relève directement du cabinet du ministre. Il est en liaison directe avec la cellule interministérielle de crise (CIC), pilotée par le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales. Ses missions principales consistent à garantir la continuité des opérations militaires menées en France et à l'étranger et à apporter son concours aux autorités civiles. Pour faciliter son action, l'EMA a décidé d'installer le COP auprès du centre de planification et de conduite des opérations (CPCO).

La Défense a rapidement pris en compte les directives gouvernementales. « *La réactivité du personnel au sein de notre ministère a été remarquable*, souligne le colonel Louis Duhau, commandant le centre opérationnel pandémie du ministère. *Chaque armée, chaque direction et service a organisé son propre centre opérationnel, "miroir" du COP du ministère de la Défense, lui-même miroir de la cellule interministérielle de crise.* »

Les vingt-trois personnes, civil et militaire, constituant le COP représentent les trois armées (terre, air, marine), ainsi que les grands services : le SGA (secrétariat général pour l'administration), la DGA (direction générale de l'armement), la direction centrale du service de santé des armées

(DCSSA). Un contact permanent est établi avec l'organisation territoriale interarmées de défense (OTID). En liaison avec les préfets, elle évalue leurs besoins et est en mesure de commander sur le terrain les moyens du ministère engagés en soutien de l'action de l'État.

Ainsi, le ministère de la Défense, par le biais du COP, suit les directives interministérielles, notamment celles transmises par le ministère de la Santé et des Sports et les adapte aux spécificités opérationnelles des militaires.

Grâce à la mise en place de mesures « barrières » – telles que le soin porté au lavage des mains ou le port d'un masque si nécessaire –, les capacités opérationnelles du ministère de la Défense sont maintenues.

Prochain rendez-vous pour le COP : l'arrivée annoncée mi-octobre des premiers vaccins. Le ministère de la Santé diffusera une circulaire concernant la conduite à tenir par les ministères en matière de vaccination. Une nouvelle étape à laquelle le centre opérationnel pandémie de la Défense se prépare.

Anne-Lise Llouquet



VOIR SUR LE NET

Intranet : www.intranet.defense.gouv.fr/infos_pandemie_grippale.htm
Internet : www.pandemie-grippale.gouv.fr

Alexis Souhail Jessica Amélie Nina Garry

Ils ont osé
l'aventure !



Du 14 septembre
au 18 octobre sur M6 et W9

www.modeimmersion.fr



★ SKYROCK.COM



Une production de France 2

MAEL FORNER

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE REND VISITE AUX TROUPES EN AFGHANISTAN

Le ministre de la Défense Hervé Morin a effectué, mi-septembre, une visite de deux jours en Afghanistan pour faire un point de situation du travail réalisé par les militaires français. À quelques semaines du redéploiement des forces françaises dans l'Est du pays, le ministre a pris le pouls des unités présentes à Kaboul, puis s'est rendu en

Kapisa, où il a rencontré les soldats du Groupement tactique interarmes sur les bases avancées de Tajab et Nijrab. Réaffirmant la volonté de la France d'apporter son aide à la reconstruction, il s'est par ailleurs rendu à Toja (province de Surobi), où il a inauguré une école avant de s'entretenir avec les autorités locales.



COLLISION DE DEUX RAFALE : UN PILOTE DÉCÉDÉ

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a exprimé « ses condoléances attristées à l'épouse et aux trois enfants » du capitaine Duflot, le pilote décédé le 24 septembre, après la collision de deux Rafale en Méditerranée. Les recherches, qui ont mobilisé d'importants moyens maritimes et

aériens, dont le bâtiment de soutien *Ailette*, ont permis de retrouver le corps du pilote extrait de son appareil à environ 700 mètres de profondeur. L'autre pilote, qui s'est éjecté juste après la collision, est « en bonne santé », a rassuré le ministre de la Défense, Hervé Morin.

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES RENCONTRE L'AMIRAL STAVRIDIS

Le chef d'état-major des armées, le général d'armée Jean-Louis Georgelin, a reçu, le 16 septembre à Paris, l'amiral James Stavridis, commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR). Les deux chefs militaires ont évoqué les travaux de rédaction du nouveau concept stratégique de l'Organisation du

traité de l'Atlantique Nord (Otan) et ont fait le point sur les opérations menées en Afghanistan, au Kosovo et celles conduites contre la piraterie au large des côtes somaliennes. Leur entretien a ensuite porté sur la Force de réaction de l'Alliance atlantique (NRF) et sur les relations entre l'Otan et l'Union européenne.



HUBERT FALCO INAUGURE UNE EXPOSITION SUR LA CAMPAGNE DE POLOGNE EN 1939

Le secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, Hubert Falco, a inauguré, début septembre, à l'Hôtel des Invalides, l'exposition photographique « Combats et blessures – la Pologne dans la Seconde Guerre mondiale ». Elle retrace les terribles combats de la campagne de Pologne, menée du 1^{er} septembre au 5 octobre 1939.

L'exposition est organisée par l'Établissement de communication de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) et l'Institut polonais, pour la célébration du 70^e anniversaire du déclenchement de la seconde guerre mondiale. Elle présente des photographies inédites provenant du fonds allemand de l'ECPAD et des archives polonaises.

DÉVELOPPEMENT DURABLE : PREMIER BILAN POSITIF POUR LA DÉFENSE

Lors de son déplacement au camp militaire de Sissonne (Aisne), début septembre, le ministre de la Défense, accompagné par la secrétaire d'État chargée de l'Écologie, Chantal Jouanno, a dressé un 1^{er} bilan des avancées du ministère dans le domaine du développement durable. Le plan pour l'environnement prévoit une quarantaine

de mesures pour les infrastructures, la gestion des déchets et des substances dangereuses, les déplacements et la politique d'achat. Il représente un investissement de 180 millions d'euros sur la période 2008-2010. Déjà, 189 sites militaires sont classés Natura 2000, le réseau écologique européen de préservation de la biodiversité.



UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE POD LASER

Le ministre de la Défense a annoncé la commande d'un démonstrateur de pod de désignation laser de nouvelle génération dans le cadre du plan de relance de l'économie. Ce programme d'étude, baptisé MASTRID (système aéroporté multicontexte d'attaque de reconnaissance et d'identifica-

tion), a été notifié par la DGA à la société Thales pour un montant de 31 millions d'euros. L'objectif : réaliser des essais en vol sur un Mirage 2000 d'ici à trois ans. Le programme prévoit la livraison de nouveaux pods d'acquisition et de désignation laser destinés aux Mirage 2000 et Rafale à partir de 2014.



AFGHANISTAN : INSPECTION DU CEMA

Le chef d'état-major des armées (CEMA), Jean-Louis Georgelin, a inspecté, début septembre, les unités françaises en Afghanistan. Il s'est fait présenter la situation sur l'engagement des troupes françaises pendant l'élection présidentielle afghane. Il a aussi étudié la réarticulation des effectifs français en Afghanistan, qui aura lieu en

novembre, date à laquelle les forces de sécurité afghanes assureront totalement la sécurité dans Kaboul et ses alentours. Le CEMA a rencontré le général Stanley Mc Chrystal, commandant la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) et a été reçu par le ministre de la Défense afghan Abdul Rahim Wardak.

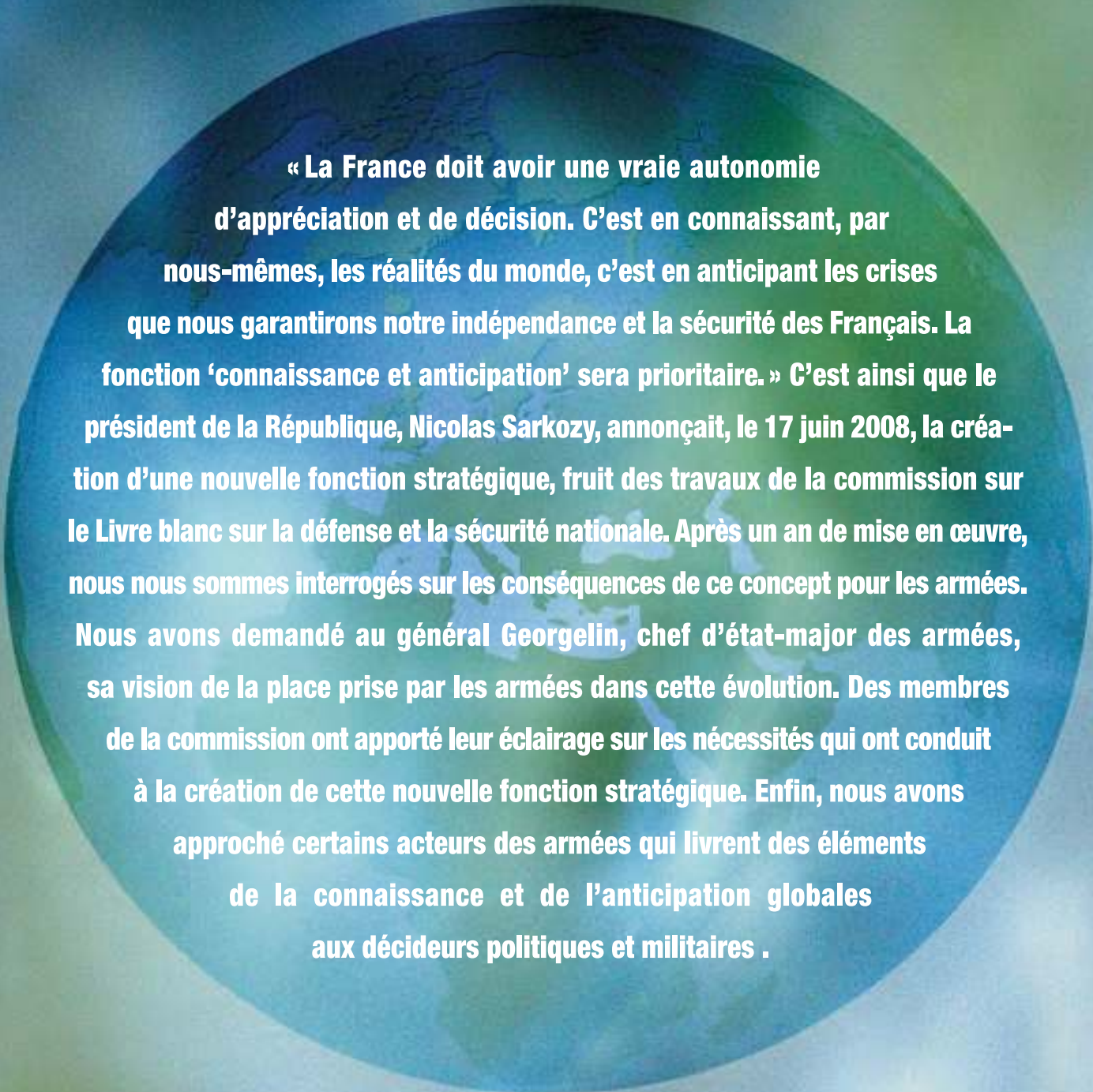
MESURES POUR LES ENFANTS DE HARKIS

À l'occasion de la 9^e Journée nationale d'hommage aux Harkis et aux autres membres des formations supplétives, Hubert Falco, secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, a annoncé, le 25 septembre, à l'Hôtel des Invalides, la création de la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie,

des combats du Maroc et de Tunisie. Rappelant la dimension sociale et économique des mesures en faveur des enfants de harkis, le secrétaire d'État a annoncé la mise à disposition d'emplois réservés, qui s'ajouteront aux 200 000 actes de formation et aux 190 000 contrats aidés existants.

CONNAITRE ET ANTICIPER

Une nouvelle fonction
STRATEGIQUE



« La France doit avoir une vraie autonomie d'appréciation et de décision. C'est en connaissant, par nous-mêmes, les réalités du monde, c'est en anticipant les crises que nous garantirons notre indépendance et la sécurité des Français. La fonction 'connaissance et anticipation' sera prioritaire. » C'est ainsi que le président de la République, Nicolas Sarkozy, annonçait, le 17 juin 2008, la création d'une nouvelle fonction stratégique, fruit des travaux de la commission sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Après un an de mise en œuvre, nous nous sommes interrogés sur les conséquences de ce concept pour les armées. Nous avons demandé au général Georgelin, chef d'état-major des armées, sa vision de la place prise par les armées dans cette évolution. Des membres de la commission ont apporté leur éclairage sur les nécessités qui ont conduit à la création de cette nouvelle fonction stratégique. Enfin, nous avons approché certains acteurs des armées qui livrent des éléments de la connaissance et de l'anticipation globales aux décideurs politiques et militaires .

Pourquoi une nouvelle fonction

Avant le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale de 2008, il y avait quatre fonctions stratégiques. Une cinquième s'y ajoute désormais : connaître et anticiper. Explications.

« **D**ans un environnement international marqué par de grandes incertitudes et des préavis qui peuvent être très courts, les moyens de la connaissance et de l'anticipation constituent la première ligne de défense d'un pays. » Ainsi le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 introduit-il sa proposition d'ériger la « connaissance et l'anticipation » en fonction stratégique. Une évolution significative de l'orientation de la politique de défense et de sécurité nationale qui nécessite des moyens et des ressources importants. Le champ d'étude des membres de la commission (1) du Livre blanc de 2008 s'est notablement élargi par rapport à celui des commissions précédentes. Le domaine de travail des Livres blancs de 1972 et de 1994 était circonscrit à la défense. Ceux-ci définissent des fonctions stratégiques qui permettent aux armées de préserver l'intégrité du territoire national. Au nombre de quatre, elles décrivent un emploi des forces établi en fonction d'un objectif stratégique global : la dissuasion nucléaire, qui doit empêcher un éventuel agresseur d'agir en faisant planer une menace très forte sur ses intérêts ; la prévention, qui consiste à se préparer à l'apparition ou à l'aggravation de menaces contre notre sécurité ; l'action (renommée « intervention » dans le nouveau Livre blanc) à l'extérieur du territoire national ; enfin, la protection, mission permanente de protection de la popula-

tion. La pertinence de ces fonctions stratégiques est réaffirmée par la commission de 2008, moyennant quelques aménagements.

Or, dans sa lettre de mission à la commission de 2008, le président de la République avait demandé que le travail porte sur la défense et sur la sécurité nationale. Ce qui a eu pour effet de changer considérablement la donne. « Notre lecture du monde s'est révélée très différente de ce à quoi nous nous attendions avant de démarrer notre réflexion, se souvient François Heisbourg, conseiller spécial du président de la Fondation pour la recherche stratégique, et membre de la commission. Nous avons comme base de travail le Livre blanc de 94. Tout y était : le terrorisme, l'après-mur de Berlin. Il suffisait de faire une mise à jour. Mais, en pratique, le fait d'étudier de façon systématique les sources de risques liées à la défense et la sécurité nationale a élargi notre prisme de lecture. Nous avons dû évoquer la nécessité de réagir à la surprise et à la rupture stratégique. » Par ces deux notions nouvelles, le Livre blanc désigne la possibilité que des organisations qui s'opposent à l'influence des pays occidentaux contournent les moyens de protection de ces derniers. « Mais il s'est avéré que nous ne possédions pas les moyens d'une telle ambition, poursuit François Heisbourg. Il fallait donc donner des ressources à tous les secteurs qui contribuent à cette fonction. »



stratégique ?

Avocat, ancien diplomate et ancien conseiller du directeur des affaires militaires au Commissariat à l'énergie atomique, Olivier Debouzy, également membre de la commission, insiste sur les conséquences de cette évolution sur le fonctionnement des services de l'Etat en charge de ces domaines, et notamment sur la création d'un coordinateur du renseignement. « *Le cloisonnement entre ces services était trop manifeste. Lorsqu'on associe "défense et sécurité nationale," on réfléchit sur une menace qui n'a plus de frontière, ce qui n'était pas le cas pendant la guerre froide. Le continuum entre renseignement extérieur et intérieur doit être permanent et devient primordial pour l'efficacité de l'action. La coordination de tout ces services, qui appartiennent à différents ministères, doit se faire au plus haut niveau de l'Etat.* » D'autres facteurs ont conduit les membres de la commission à estimer qu'il est indispensable d'allouer davantage de moyens pour le renseignement. « *La capacité de traitement et de circulation de l'information ne cesse d'augmenter. Un ordinateur portable d'aujourd'hui possède la même capacité de traitement informatique que tous les moyens des Etats-Unis dans les années 60. Et cette croissance va être exponentielle,* souligne François Heisbourg. *Il est donc indispensable de disposer de tous les moyens nécessaires à la collecte et au traitement de cette information.* »

Pour Olivier Debouzy, cette évolution technologique a une très grande influence sur le mode d'action des pouvoirs publics. « *Pour protéger la population dans un pays démocratique comme le nôtre, il faut obtenir son adhésion. Or, pour expliquer des mesures qui peuvent apparaître comme une limitation des libertés publiques, il faut être en mesure d'expliquer la situation qui a conduit à prendre ces mesures. Et donc que le décideur politique puisse avoir une connaissance fine et précoce de ces menaces grâce à des moyens de collecte et de traitement de l'information.* »

Validée par le président de la République, la proposition de la commission de créer une cinquième fonction stratégique a provoqué des débats. Celle-ci ne risquait-elle pas d'amputer les ressources financières des autres fonctions ? Le consensus s'est cependant imposé. « *La nécessité de disposer des moyens de l'action (la force de frappe militaire) a été réaffirmée,* conclut François Heisbourg. *Mais il est apparu indispensable de les équilibrer, en termes d'investissements financiers, avec ceux qui seront consacrés à cette nouvelle fonction stratégique.* »

CEN Olivier Destefanis

(1) La commission du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, créée en juillet 2007, comportait 35 membres, militaires et civils. Le résultat de ses travaux a été rendu public le 17 juin 2008 par le président de la République.

« Le continuum entre renseignement extérieur et intérieur devient primordial pour l'efficacité de l'action. »



Général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées

"Le renseignement d'intérêt militaire contribue

La commission du Livre blanc, dont le général d'armée Georgelin était membre, a redéfini une stratégie de sécurité nationale à l'ère de la mondialisation, reposant sur un équilibre nouveau entre 5 grandes fonctions stratégiques. La première d'entre elles est la nouvelle fonction connaissance et anticipation, notre première ligne de défense pour appréhender la complexité des situations et anticiper les crises dans un environnement plus instable.

Le renseignement est l'un des 4 domaines de la fonction connaissance et anticipation, avec la connaissance des zones d'opérations potentielles, l'action diplomatique et la démarche prospective.

Quel est la place du renseignement militaire dans la nouvelle fonction stratégique ?

Le renseignement d'intérêt militaire participe naturellement au dispositif de renseignement national, il est complémentaire du renseignement politique (DGSE, DCRI) et économique (DNRED, TRACFIN) (*voir encadré p. 52*). L'extrême diversité des menaces auxquelles nous faisons face nous impose non seulement de renforcer les dynamiques interarmées mais également de dépasser le cadre habituel d'une approche strictement militaire des questions de défense et de sécurité. La coordination des différents acteurs du renseignement est une nécessité absolue, elle a conduit à la création de la fonction de coordonnateur national du renseignement placé auprès du président de la République.

Le renseignement d'intérêt militaire contribue à notre autonomie d'appréciation de situation, qui est un pilier de notre stratégie militaire. Il éclaire les décisions des plus hautes autorités de l'État pour l'engagement de nos forces.

Pour la planification et la conduite de l'action militaire, l'évolution de nos engagements nous amène à privilégier une approche globale de la manœuvre du renseignement, du niveau stratégique au niveau tactique. En Afghanistan, j'ai pu constater qu'aux plus petits échelons, les chefs appuient leur manœuvre sur l'emploi de

moyens de renseignement très variés : données satellites, surveillance aérienne (drones, aéronefs), systèmes d'écoute, renseignement d'origine humaine. On retrouve un schéma identique dans la lutte contre la piraterie. Sur le terrain, la complémentarité des moyens de renseignement militaire, dans une logique interarmées, est un facteur d'efficacité pour conduire la manœuvre.

Comment nous situons-nous par rapport à nos alliés et partenaires ?

La France fait d'ores et déjà partie des rares nations qui disposent des moyens permettant une autonomie d'appréciation de situation. Ce n'est pas une mince affaire, c'est même une ambition considérable pour laquelle nous nous donnons les moyens nécessaires, budgétaires, technologiques et humains. En ce sens, nous avons une position presque singulière.

Cela n'exclut pas la coopération avec nos alliés, dans les cadres de l'Otan et de l'Union européenne et dans celui de chaque opération extérieure. La coopération européenne prend actuellement une importance croissante pour des raisons budgétaires et de répartition des compétences techniques. L'espace est le domaine où la coopération technique est la plus avancée, notamment avec HELIOS qui est un programme européen concernant 5 pays (la France, l'Italie, la Belgique, l'Espagne et la Grèce).

Quels seront les investissements dans le domaine spatial ?

La priorité donnée à la fonction connaissance et anticipation s'est traduite par la décision d'ajuster nos efforts capacitaires, de renforcer les moyens et de rationaliser l'organisation.

Dans le cadre de la nouvelle LPM, le budget annuel alloué au spatial militaire est doublé. Ainsi, les crédits d'équipements du domaine spatial passeront progressivement de 380 M€ en 2008 à plus de 600 M€ en 2014, et 200 M€ alloués au CNES au titre de la recherche duale. Cet investissement nous permet d'une part de poursuivre les projets en cours (système satellitaire

à notre autonomie”

Pléiades) et, d'autre part, de lancer des opérations lourdes dont les effets sont attendus à partir de 2015 : développement du système satellitaire d'observation MUSIS, que nous souhaitons européen, et du programme d'écoute spatiale CERES.

Parallèlement, nous poursuivons l'effort financier sur les moyens dédiés au renseignement de théâtre avec l'acquisition de drones MALE et tactiques, de moyens d'écoute et d'imagerie.

Ne craignez-vous pas que cet effort nuise aux autres fonctions stratégiques ?

Notre pays a choisi de rester une puissance militaire complète, capable d'assurer sa sécurité



SEBASTIEN LAFARGUE / ECPAD

et d'appuyer sa diplomatie sur des capacités militaires crédibles. Cela nécessite de préserver la cohérence entre savoir et pouvoir.

Malgré toute l'importance que nous lui accordons, la fonction connaissance-anticipation n'a pas de valeur en elle-même. Elle ne vaut qu'au service de la dissuasion et de la prévention et à travers la plus value qu'elle apporte aux fonctions fondamentales que sont la protection et l'intervention. Cette règle est respectée dans la loi de programmation militaire où les moyens consacrés à la connaissance et l'anticipation sont cohérents avec la priorité accordée à cette fonction mais nous permettent également de répondre à notre ambition d'être une puissance militaire complète.

Qu'est-ce que le Livre blanc entend par valorisation des ressources humaines et de la formation ?

La dynamique apportée par le Livre blanc pour le renforcement du renseignement militaire ne se limite pas aux moyens mais englobe aussi les femmes et les hommes du renseignement.

Le renseignement n'existe pas sans ses acteurs. Une donnée brute recueillie à l'aide d'un moyen technique ne constitue pas en soi un renseignement. L'intervention d'un opérateur est de toute évidence essentielle. Elle devient même cruciale quand le flux d'informations croît de façon exponentielle grâce à la sophistication des moyens techniques. Il faut donc analyser, interpréter, croiser, relier, écarter, mettre en perspective des données toujours plus nombreuses. C'est le travail des spécialistes militaires du renseignement qui constituent aujourd'hui une famille professionnelle d'environ 6000 personnes et dont je veux souligner la qualité.

Des démarches importantes sont entreprises pour valoriser les filières renseignement au sein des armées et surtout fidéliser le personnel spécialisé, en favorisant notamment la mobilité entre les services. Une attention toute particulière est accordée à certaines catégories de spécialistes comme les linguistes d'écoute, les interprètes images et les analystes.

Dans le domaine de la formation, le Livre blanc préconise la création d'une académie du renseignement, interministérielle. Ce projet est porté par le coordonateur national du renseignement et un groupe de travail auquel nous participons. Nous cherchons à identifier les synergies et les capacités qui peuvent être mutualisées.

Au sein des armées, avec le CFIAR, Centre de formation interarmées au renseignement, déjà ouvert à l'interministériel, environ 200 actions de formation sont conduites chaque année au profit de 2000 stagiaires. Nous avons choisi de préserver un cadre souple de formation qui permet d'adapter rapidement les savoirs enseignés aux besoins opérationnels. ■

Propos recueillis par la rédaction

« Notre pays a choisi de rester une puissance militaire complète, capable d'assurer sa sécurité et d'appuyer sa diplomatie sur des capacités militaires crédibles. »

La DRM poursuit sa mutation



P. POULET / MAXPPP

Les autres directions

Direction générale de la sécurité extérieure : DGSE.

Sous tutelle du ministère de la Défense, elle est chargée du renseignement et du contre-espionnage hors du territoire national.

Direction de la protection et de la sécurité de la Défense : DPSD.

Sous tutelle du ministère de la Défense, elle veille à la sécurité des installations et des personnels militaires.

Direction centrale du renseignement intérieur : DCRI.

Sous tutelle du ministère de l'Intérieur, elle a en charge le contre-espionnage et la lutte antiterroriste. La DCRI est née de la fusion, au 1^{er} juillet 2008, de la direction de la surveillance du territoire (DST) et de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG).

Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières : DNRED

Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins : TRACFIN (sous tutelle du ministère de l'Économie).

La direction du renseignement militaire participe activement à la réforme de l'organisation du renseignement en France. Confortée dans sa spécificité, elle va se voir dotée d'outils performants.

Créée en 1992, la direction du renseignement militaire (DRM) compte environ 1 600 personnes, dont 80 % de militaires. Dépendant directement du chef d'état-major des armées, elle est chargée d'organiser et d'assurer la collecte et l'exploitation du renseignement d'intérêt militaire, afin de garantir aux plus hautes autorités politiques et militaires une appréciation objective et autonome de situation et de permettre aux forces engagées sur le terrain de disposer des éléments nécessaires à la préparation et à la conduite de leurs opérations. Comme les cinq autres agences nationales de renseignement (DGSE, DPSD, DCRI, DNRED et TRACFIN – voir encadré), elle bénéficie aujourd'hui d'un intérêt croissant depuis la parution, en juin 2008, du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Celui-ci met l'accent sur une nouvelle fonction stratégique : connaissance et anticipation, à qui le rôle de « première ligne de défense du pays » est reconnu. Le renseignement en constituant la principale composante, une réforme en profondeur de l'organisation du renseignement français est en marche à laquelle la DRM participe activement.

Le Livre blanc identifie trois axes d'effort, en termes d'équipement, de ressource humaine et de coordination. Sur ce dernier point, il a abouti à l'institution d'un coordonnateur national du renseignement (CNR), le 21 juillet 2008, placé sous l'autorité du secrétaire général de la présidence de la République, et chargé de veiller à la cohérence des efforts, à la planification et à la réalisation des objectifs et des moyens du renseignement. Il préside les comités intermi-

nistériels d'orientation des investissements techniques et constitue le point d'entrée des services de renseignement auprès du président de la République. Régulièrement, il réunit les directeurs des services afin

de faire le point sur les priorités et coordonner leurs actions, qui se concentrent désormais sur un axe stratégique compris entre l'Atlantique et l'océan Indien. Cette volonté de coordination et de coopération est un point clé des relations entre services.

« Dans ce domaine, la DRM ne part pas de zéro, précise le colonel Bruno Boyer, sous-directeur des opérations adjoint. Elle a, par exemple, entamé dès 2004 avec la DGSE une démarche de mutualisation des moyens de recueil du renseignement d'origine électromagnétique (ROEM), démarche qui est appelée à s'approfondir. Ainsi, certains détachements avancés de transmissions outre-mer sont désormais armés par des techniciens des deux agences. »

Du côté des équipements et des moyens, la loi de programmation 2009-2014, qui traduit les recommandations du Livre blanc, a confirmé les principaux programmes dont auront besoin la DRM et les armées pour renouveler et étoffer leurs « capteurs » actuels, notamment dans le domaine spatial. Il s'agit de MUSIS (pour l'imagerie) et de CERES (pour la détection des émissions radio et radar). Il importe cependant de replacer ces programmes dans une logique de cohérence d'ensemble de l'action de renseignement des armées.

Dans un contexte général de réduction des effectifs de la Défense, les besoins spécifiques en termes de renseignement d'intérêt militaire sont donc pris en compte. Cependant, en particulier du fait de l'augmentation exponentielle du flux d'information à traiter liée à la modernisation des capteurs, la qualité de la ressource humaine dédiée au traitement et à l'analyse sera l'un des enjeux déterminants des prochaines années. ■

Stéphane Froidure



C. FIARD / DICOD

Le commandement interarmées de l'espace

Ce commandement sera créé en juillet 2010. Il deviendra le point d'entrée, en interne et en externe défense, de toute question spatiale relevant du domaine de compétence des armées.

« **E**tant donnée l'importance croissante du milieu spatial pour la défense et la sécurité nationale, la doctrine, les opérations et les programmes spatiaux seront placés sous la responsabilité d'un commandement interarmées[...] placé sous l'autorité du chef d'état-major des armées. » Cette volonté exprimée dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale permettra de renforcer la nouvelle fonction « connaissance et anticipation » et de garantir l'efficacité des autres fonctions stratégiques. Ainsi, le chef d'état-major des armées (CEMA) a ordonné la mise en place d'un commandement interarmées de l'espace (CIE), qui sera créé le 1^{er} juillet 2010. Le général de brigade aérienne Arnaud est chargé de la montée en puissance de ce

commandement depuis le 1^{er} septembre dernier. Placé auprès du major général des armées, en qualité de « général expert espace », il a pour mission de définir la structure et le fonctionnement du futur CIE.

Le CIE sera le pôle d'expertise des armées qui proposera au CEMA une politique spatiale militaire. Il exprimera le besoin opérationnel relatif aux systèmes spatiaux et contribuera à leur acquisition dans le cadre de la préparation de l'avenir. Au nom du CEMA, il exercera le commandement et la coordination des capacités spatiales de défense françaises, le contrôle opérationnel des moyens restant de la responsabilité des acteurs actuels du domaine.

Son périmètre couvrira la protection de la liberté de manœuvre dans l'espace de nos moyens tout en proposant des modes d'actions visant à limiter l'emploi de l'espace par des adversaires potentiels.

Le CIE contribuera également au respect par la France de ses engagements internationaux ainsi qu'aux missions de service public (situations d'urgence, catastrophes naturelles...).

Au-delà, le CIE conduira les coopérations européennes, internationales et multilatérales en

matière d'utilisation de l'espace à des fins de sécurité et de défense. Le CIE deviendra ainsi, en interne et en externe défense, le point d'entrée de toute question spatiale relevant du domaine de compétence des armées.

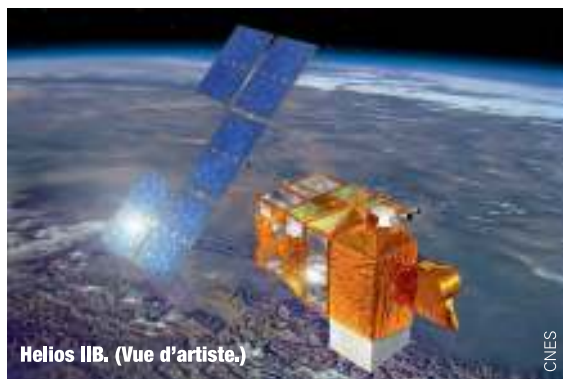
Pour ce faire, intégrant notamment les compétences existantes de la division « espace programme interarmées » de l'EMA, le CIE coordonnera l'action de structures telles que la Direction du renseignement militaire (DRM), le Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA), le Centre national des études spatiales (CNES)...

La prochaine décennie connaîtra une explosion des capacités spatiales. Face à ce défi, le commandement interarmées de l'espace, fédérant les compétences et coordonnant les moyens, devra contribuer sous les ordres du CEMA à l'efficacité des forces armées françaises. ■

La rédaction

Hélios II B bientôt en orbite

La France procédera, début décembre, au lancement du satellite d'observation optique Hélios IIB. Celui-ci rejoindra son frère jumeau Hélios IIA, lancé fin 2004. Ce lancement pérennisera la capacité d'observation française. Disposant de capacités de prise de vue de jour comme de nuit, et en trois dimensions, le système Hélios contribue à l'autonomie d'appréciation et de décision par les responsables politiques et militaires, et participe aux missions de renseignement, à la préparation des opérations et à la production de cartographie opérationnelle.



Hélios IIB. (Vue d'artiste.)

CNES

La géographie redessine le monde

Sources riches en informations, les cartes numériques sont alimentées par des experts : géographes, océanographes, météorologues, etc. Rattachée à l'état-major des armées, une structure vient d'être créée pour coordonner leur action.

La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre (1). Aujourd'hui, le besoin croissant de données place cette discipline au cœur de la fonction stratégique « connaître et anticiper », comme le souligne le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. « *Quel que soit le niveau de la chaîne de commandement, un militaire qui doit prendre une décision se pose ces questions : qui fait quoi, où, quand et comment ?* », explique le colonel Jean-Armel Hubault, chef du Bureau géographie, hydrographie, océanographie et météorologie (B.GHOM). Or, la géographie répond précisément à ce « où » en le replaçant dans son contexte et son environnement. » Rattaché à l'état-major des armées (EMA), le B.GHOM vient d'être créé. Interarmées, il coordonne les spécialistes sollicités pour répondre aux besoins des théâtres : géographes, cartographes, hydrographes, océanographes, météorologues... Les outils d'aide à la décision sont des cartes ou des modèles numériques pouvant indiquer la praticabilité d'un terrain selon la saison, des données météorologiques pour l'aviation, des champs de vents pour l'artillerie ou le largage à très haute altitude, etc. Ces spécialistes enrichissent la « connaissance » de l'environnement d'un théâtre pour les forces.

Amené à réagir à tout moment, le B.GHOM tient ses cartes et données géographiques prêtes, y compris sur des zones de conflits potentiels. Il s'appuie sur « son bras armé », l'Etablissement géographique interarmées (EGI). Créé en juillet 2008 à la base aérienne de Creil, ce dernier produit, stocke et livre tout ce qui concourt à la connaissance de ce « où » nécessaire aux planifications. « *Les données géographiques numériques que nous produisons sont compatibles avec tous les systèmes d'armes et systèmes d'informations. Elles seront exploitables aussi bien par le fantassin, l'artilleur, les pilotes d'avion ou de char ou le commandement* », précise le lieutenant-colonel Jean-Christophe Barra, commandant de l'EGI. Leur livraison s'effectue sur simple CD-Rom.

Une telle collecte d'informations géographiques demande des ressources et un temps considérables pour être complète. La terre n'est pas encore entièrement couverte, mais les principales zones de conflits potentiels le sont déjà. Les pays membres de l'Otan mettent en commun leurs données numériques, selon des protocoles d'échange internationaux.

Les données sont de nature diverse, de la carte imprimée sur papier au modèle numérique extrêmement complet. L'EGI livre par exemple des « modèles numériques de terrain » (MNT) reproduisant en trois dimensions et avec une grande précision le relief d'une région. Tous les points sont géolocalisés, c'est-à-dire qu'ils contiennent leurs coordonnées exactes dans l'espace et leur altitude réelle. Les MNT sont notamment employés pour le calcul des vols des missiles de croisière. Pour permettre de se repérer sur

En cliquant sur tel ou tel élément de la carte, l'opérateur peut obtenir de nombreuses précisions.

le terrain, des « ortho-images » sont fabriquées à partir d'images satellite de très bonne qualité montrant divers tracés – routes, cours d'eau – avec le relief et les

toponymes. L'EGI peut établir toutes sortes de cartes numériques pouvant fournir de nombreuses précisions, que l'opérateur obtient en sélectionnant tel ou tel élément de la carte : en cliquant sur tel bâtiment, l'aviateur sait qu'il s'agit d'une usine construite en béton. Le chef de section de chars Leclerc peut vérifier que tel pont peut supporter tant de tonnes, qu'il est construit en pierre et que la chaussée est suffisamment large pour lui livrer le passage... Enfin, l'EGI livre des modèles en 3 dimensions de bâtiments, villes, pylônes, ponts, barrages, etc., qui

de en numérique

peuvent être intégrés comme obstacles dans le plan de vol d'un avion ou d'un missile.

Tous ces produits : cartes numérisées, MNT, ortho-images, bases de données géographiques, modèles de cibles, peuvent être « empilés » et compilés pour former un modèle numérique géographique beaucoup plus global. Pour préparer sa mission ou prendre une décision, l'utilisateur choisit le ou les niveaux d'informations qu'il souhaite faire ressortir visuellement. Cette petite révolution a été initiée, dans les années 90, par le programme DNG3D développé avec le concours de nombreux acteurs, civils et militai-

res, comme la Délégation générale pour l'armement (DGA), l'Institut géographique national (IGN), l'EGI, ainsi que des industriels français et européens. « *Aujourd'hui, personne ne peut mener une guerre sans de tels outils géographiques*, conclut le colonel Hubault. *Ils sont indispensables, non seulement pour la fonction stratégique "connaître et anticiper," mais aussi pour conduire les opérations.* » ■

Yann Brand

1. Titre d'un livre d'Yves Lacoste, père de la géopolitique moderne en France, paru en 1976.

Toutes les données sont compilées pour former un modèle géographique beaucoup plus global.



Sur le terrain, la collecte sans fin

Photos satellite, drones, cartes numériques... La maîtrise de ces outils de haute technologie ne dispense pas de se livrer à un travail quotidien de recherche de renseignements.

Une manœuvre d'envergure se prépare, en cette fin de mois de septembre, pour le Bataillon français (Batfra) de la FIAS (force internationale d'assistance et de sécurité) en Afghanistan, dans une vallée de la province de Surobi, où ont eu lieu des accrochages meurtriers, il y a un an. « Nous allons encercler une vallée très encaissée souvent utilisée comme zone refuge par des insurgés qui mènent fréquemment des actions contre un axe routier stratégique, explique le lieutenant-colonel Youchtchenko, chef des opérations du Batfra. Lorsque nous aurons neutralisé ce goupe, qui menace et rançonne les populations pour alimenter sa guérilla, nous pourrons mieux contrôler notre zone en contribuant à la sécurité de ses habitants. » Cette opération couronne de longues semaines de collecte de renseignements sur le terrain. Avant d'arriver sur le théâtre afghan, début juillet, pour armer le Batfra, le 2^e Régiment étranger d'infanterie (REI) a dû acquérir une solide connaissance de la culture, du terrain et de l'environnement afghans. A la cellule renseignement, le capitaine G. se souvient qu'il a fallu « *ingérer toutes sortes de lectures concernant le pays. En particulier celles concernant la période d'occupation soviétique, dans les années 80. Les endroits où avaient lieu les accrochages entre soldats russes et résistants, les axes de passage, les zones refuges des combattants afghans...* »

Le 2^e REI a aussi étudié les dossiers de retours d'expérience produits par le 1^{er} Régiment d'infanterie, son prédécesseur au commandement de la région capitale (RCC) de la FIAS, pour identifier les centres névralgiques de l'insurrection dans la zone de responsabilité du Batfra. « Le 1^{er} RI avait commencé à repérer une zone de la province pouvant abriter un objectif majeur, explique le capitaine G. Au fil des renseignements acquis lors de manœuvres menées à travers toute la province, nous avons pu nous focaliser sur un objectif plus précis. »

Depuis leur arrivée, il y a deux mois et demi,

les légionnaires ont mené de nombreuses patrouilles en Surobi, se familiarisant avec leur zone de responsabilité et avec les habitants des villages. « *La moitié de la population a fui cette zone à cause des pressions des insurgés. Les civils nous sont plutôt favorables. Aujourd'hui, ils semblent avoir repris confiance dans la sécurité et l'amélioration de leurs conditions de vie que nous pouvons leur apporter* », affirme le chef des opérations.

Classifiées selon leur degré d'importance et de fiabilité par la cellule renseignement du Batfra, les informations recueillies par les légionnaires sont régulièrement assemblées avec les données sur les autres régions de commandement de la FIAS, ainsi qu'avec celles des forces de sécurité du gouvernement afghan.

Qu'elles soient d'ordre stratégique, opératif ou tactique, les données se recoupent et s'alimentent mutuellement selon un cycle qui ne

Les données se recoupent et s'alimentent mutuellement selon un cycle qui ne s'arrête jamais.

s'arrête jamais. A tous les niveaux de commandement correspond une cellule renseignement qui travaille en étroite coordination avec les cellules de planification et de conduite des opérations.

« Une opération militaire ne peut se monter que sur la base d'informations fiables et recoupées. Les services de renseignement américains du RC Est voisin ainsi que les services afghans ont tiré les mêmes conclusions que nous quant à l'emplacement d'un important foyer d'insurrection, poursuit le lieutenant-colonel Youchtchenko.

Un travail de fourmi débute alors pour les militaires français. Tous les moyens et les sources

de l'information



de renseignement disponibles sont mis à contribution pour préparer l'opération, en fonction des demandes faites, à l'état-major RCC. Parmi les moyens de renseignement que les légionnaires sollicitent, on trouve notamment les moyens d'observation. Ainsi les hélicoptères Gazelle équipés de caméras Viviane et les SDTI (système de drone tactique intérimaire) accumuleront les heures de vol pour photographier relief, activité au sol et itinéraires. Simultanément, des unités motorisées vont mener des missions de reconnaissance d'axes de passage et de points d'observation. Enfin, les soldats continueront à récupérer chaque jour

des informations au contact des civils, au gré des patrouilles. « Car chaque militaire est un capteur d'information potentiel », souligne le capitaine G.

Pourtant, « emmagasiner des données sur l'ennemi, sur son armement, etc., ne suffit pas à appuyer efficacement notre action, tient à préciser le lieutenant-colonel Youchtchenko. L'important, c'est d'être capable d'anticiper sur la meilleure façon de se servir de ce savoir. C'est en connaissant les modes d'action ennemis que l'on définit les modes d'action amis ».

Cynthia Glock

Gazelle Viviane. Une opération militaire ne peut se monter que sur la base d'informations fiables et recoupées.

CFIAR, le centre interarmées qui

Située à Strasbourg, cette école enseigne l'organisation et l'exploitation du renseignement, notamment sur les théâtres.

Initiation à un logiciel proche de celui utilisé par la police judiciaire pour identifier les réseaux criminels.

« **L**a fonction "connaître et anticiper", c'est un peu notre cœur de métier, commente le colonel chef du Centre de formation interarmées au renseignement (CFIAR). *L'officier renseignement dispose désormais d'une plus grande visibilité, et cela va dans le sens d'une plus grande spécialisation de nos hommes. Même si le renseignement est l'affaire de tous, nous nous devons de former des spécialistes.* »

C'est à Strasbourg qu'est située cette école qui dépend de la direction du renseignement militaire (DRM). Les actions de formation du CFIAR sont orientées sur l'appui renseignement aux opérations et sur les besoins opérationnels définis par la DRM ou par l'état-major des armées. Elle enseigne l'organisation et l'exploitation du renseignement, notamment en opération extérieure (opex), forme les linguistes d'écoute du

ministère de la défense, prépare les personnels de la Défense pour des postes à l'étranger... Au total, 200 stages sont organisés chaque année par le CFIAR.

Du général, venant « rafraîchir » son anglais avant de prendre un poste en milieu multinational au sous-officier recevant une formation pour travailler dans une cellule « renseignement » en opex, 2 000 militaires français et étrangers prennent place sur les bancs du CFIAR. Ici, les stages de cursus renseignement et les stages de mise en conditions avant projection (les MCP), renseignement ou linguistiques, font bon ménage. La polyvalence renseignement-langues est développée parmi les personnels du CFIAR.

Dans le domaine du renseignement, le CFIAR assure des formations pour le recueil, l'exploitation et la diffusion du renseignement, principalement dans les domaines du ROHUM



LIOTARD / CFIAR

apprend à renseigner

(Renseignement d'Origine HUMaine) et du ROEM (Renseignement d'Origine Electro-Magnétique). Pour les officiers, depuis quelques années, le centre organise les stages FIAR (Formation InterArmées au Renseignement) qui comportent quatre niveaux : initial, complémentaire, supérieur et haut niveau. Deux de ces stages ont vocation à former les personnels officiers destinés à commander ou armer les cellules renseignement françaises en opex du niveau interarmées. Le CFIAR organise également la

Un tiers des journées-stagiaires est dispensé au profit de la formation des linguistes d'écoute.

QRIA, Qualification Renseignement InterArmées, bâton de maréchal des sous-officiers et officiers mariniers renseignement. En un mot, le CFIAR est l'Ecole des J2 (J pour Joint), appellation OTAN des bureaux renseignement interarmées, héritiers directs des deuxièmes bureaux qui se sont illustrés dans l'histoire militaire française.

Le CFIAR dispose également d'une dizaine de plates-formes d'instruction (PFI) utilisées pour les stages concernant les Systèmes d'information et de commandement (SIC) du renseignement. Ainsi, parmi les stages destinés aux officiers et sous-officiers « renseignement », il faut citer la formation « OAT » (outils d'aide à l'analyse de théâtre). Il s'agit d'une suite logicielle qui s'apparente à celle qu'utilise la police judiciaire pour identifier les réseaux criminels. Chaque fois qu'un renseignement est entré dans la base de données du système OAT, un schéma « en étoile » met à jour toutes les ramifications existant entre les personnes, entre les lieux et les événements impliqués dans le processus de recherche. Une centaine de stagiaires a suivi cette formation de deux semaines depuis qu'elle a été mise en place en juin 2008. « C'est une formation pragmatique sur l'outil informatique

à partir de bases de données réelles », commente le capitaine instructeur.

Au CFIAR, l'enseignement des langues reste important, 1/3 des journées-stagiaires est dispensé au profit de la formation de linguistes d'écoute. Ainsi que le rappelle le chef de centre, « la langue est le premier vecteur du renseignement, la compréhension des langues étrangères précède le savoir ». Déjà, l'EIREL (Ecole interarmées du renseignement et des études linguistiques) qui précédait le CFIAR jusqu'en

2006, avait pris la même orientation.

À ceci près que, jusqu'aux années 1990 et à la chute du mur de Berlin, les langues les plus

enseignées étaient le russe, le polonais ou le tchèque. « Désormais l'arc de crise actuel cerné par le Livre blanc est différent. Il va de l'Atlantique à l'Asie centrale. Nous sommes très réactifs par rapport aux demandes de la DRM ou de l'EMA. Le CFIAR a des capacités permanentes dans une dizaine de langues mais a un domaine d'activité pour une quarantaine de langues étrangères, notamment pour l'organisation des certificats militaires de langues (CML). »

Pour avoir cette capacité en langue rare, la ressource en réservistes est primordiale. Elle équivaut à une quinzaine d'emplois à temps plein.

« Mieux "connaître", cela passe aussi par la coopération internationale. C'est pourquoi le CFIAR accueille de nombreux stagiaires étrangers et opère des jumelages avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou le Proche-Orient. Le CFIAR délivre également des actions de formations homologuées par l'OTAN », précise le chef de centre.

Discrète, véritable Ecole d'application du renseignement militaire, le CFIAR est cependant ouvert sur le monde. Elle est d'ailleurs implantée à Strasbourg, siège du Parlement européen et de l'état-major du corps de réaction rapide européen. ■

Guillaume Claret

Les autres organismes de formation

- Situé à Creil et créé en 1993, le Centre de formation et d'interprétation interarmées de l'imagerie (CF3I) accueille des stagiaires officiers et sous-officiers, français et étrangers. De 6 et de 20 semaines suivant les niveaux, les stages donnent aux interprètes images une équivalence de diplômes de niveau bac pro et BTS, par validation des acquis de l'expérience (VAE).

- Le CEERAT (Centre d'enseignement et d'études du renseignement de l'armée de terre), créé à Saumur en 2002 forme les futurs officiers de renseignement servant en état-major interarmes. Elle perfectionne également des sous-officiers du domaine renseignement dans le cadre de leur Brevet supérieur de technicien de l'armée de Terre (BSTAT).

- L'Escadron de formation au renseignement (EFR) 20.530 de la base de Metz. Créé en 2004, il dépend du commandement de la force aérienne de combat. L'EFR assure la formation initiale des officiers renseignements interprètes analystes (ORIA) de l'armée de l'air et de la Marine ainsi que les formations initiales et complémentaires des sous-officiers des spécialités du renseignement.

Le génie se rac

Le génie militaire a désormais son musée. Inauguré au mois de juillet dernier, il est situé à quelques pas de l'École supérieure et d'application du génie, à Angers. Sur 1 000 m², l'histoire de la « sape », depuis Vauban jusqu'à l'intervention à l'usine AZF de Toulouse...



« **C**e musée, c'est une mosaïque pour montrer que le génie est un, malgré sa diversité », affirme le lieutenant-colonel Alain Petitjean, directeur du musée du Génie militaire d'Angers. Situé à deux pas de l'École supérieure et d'application du génie d'Angers (ESAG), il accueille le visiteur sur ses 1 000 mètres carrés pour lui faire découvrir la « sape » et ses trois missions : « combattre, construire,

secourir ». La visite commence par un « sas d'imprégnation » : des clichés et trois vidéos diffusées en continu mettent en lumière cette triple mission à travers une diversité de situations. Une diversité que le visiteur retrouve tout au long de l'espace « chronologique », qui suit le sas d'imprégnation. Une frise s'étire sur 160 mètres, marquée de repères et de grands événements connus. Elle

retrace l'évolution du génie à travers l'Histoire. Né avec la construction des premières fortifications, il se perfectionne avec les citadelles de l'ingénieur militaire Vauban, au XVIII^e siècle. Depuis, il n'a cessé de s'adapter au fur et à mesure de l'apparition de nouvelles technologies. L'exposition s'attarde sur tel ou tel événement, montrant le rayonnement du génie à travers le

temps et les pays : la création de la première école du génie militaire à Mézières, dans les Ardennes, en 1748, l'aide apportée aux insurgés américains contre la tutelle britannique durant la guerre d'indépendance des États-Unis, de 1775 à 1783, ou encore le siège victorieux de Dantzig (Pologne actuelle), par Napoléon en 1807, où les

onte à Angers



Plusieurs « entrées » thématique, chronologique... sont proposées au visiteur.

sapeurs se couvrent de gloire... Le musée fait la part belle à la guerre des mines pendant la Grande Guerre. Dans l'Argonne, dans le Nord-Est de la France, les sapeurs creusent des galeries à plus de 40 mètres de profondeur afin d'atteindre les tranchées ennemies et installent des explosifs sous leurs positions.

De même à Bir Hakeim, en 1942, où les Français, commandés par le général Koenig, ne posent pas moins de 130 000 mines dans le désert libyen pour stopper l'avance du général allemand Rommel.

Le génie militaire, c'est aussi la construction de ponts, de

routes, voire d'écoles, à laquelle l'espace « thématique » accorde une large place. Le musée expose notamment des maquettes de ponts, ainsi qu'un modèle de la tour de Chappe, une construction utilisée par les sapeurs télégraphistes pour

communiquer par sémaphore au XVIII^e siècle. Il rappelle aussi que des bâtiments célèbres comme les Invalides à Paris, ou l'Hôtel de la guerre à Versailles, ont été construits par des membres du génie. Voisinant avec les savoir-►

Dix ans
ont été
nécessaires
pour créer
le musée
et collecter
4 000
objets.

► faire d'hier, les missions d'aujourd'hui sont aussi bien présentes. « *C'est une occasion pour nous, confie le lieutenant Jérôme, un futur stagiaire de l'ESAG, de comprendre d'où vient le génie. De savoir qu'il y a quelques générations derrière nous, un passé.* »

Un héritage qui ne se transmet pas seulement aux initiés. Le musée s'est voulu accessible à un public civil, et surtout, plus jeune. Pédagogique, le fil rouge des trois missions du génie se retrouve dans l'espace « secourir ». Ce dernier parle tout particulièrement aux enfants, avec ses casques de pompier et ses mannequins en uniforme, grandeur nature. Il présente des mis-



sions plus contemporaines : la protection civile, la dépollution, l'assistance aux populations. Le musée aborde par exemple le rôle du génie lors de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001.

Il aura fallu plus de dix ans à l'Association musée du Génie pour réunir les 3 millions d'euros nécessaires à la création du musée et à la collecte de 4 000 objets, dont 10 % seulement sont exposés. Au sous-sol, on garde précieusement les collections qui viendront renouveler les premières. À l'étage, les travaux continuent dans les salles d'exposition temporaire.

« *Ce sont des années de labeur pour un beau résultat* » a noté un visiteur dans le livre d'or.

Florence Guinaudeau

Le musée s'est voulu accessible à un public civil et surtout plus jeune.

Informations

Musée du Génie militaire, 106 rue Eblé, 49000 Angers.

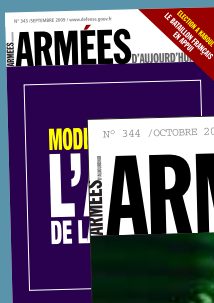
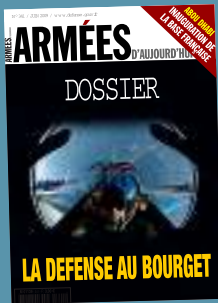
Ouvert du mercredi au dimanche, de 13h30 à 18h.

Accès : 4 € pour les adultes, 2,50 € en tarif réduit.

Plus d'information sur www.musee-du-genie-angers.fr



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction
 Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



ECPAD

Attentat du « Drakkar » au Liban, le 23 octobre 1983

En 1982, le Liban est toujours déchiré par la guerre civile et religieuse. L'Organisation des Nations unies envoie des unités chargées du maintien de la paix. Des soldats français font partie de cette force multinationale de sécurité. Ils sont installés dans plusieurs postes de commandement, dont l'immeuble surnommé « le drakkar ». Le 23 octobre, le conducteur d'un camion chargé d'explosifs fait exploser son véhicule sur la rampe d'accès au bâtiment. L'attentat, attribué au Hezbollah, coûte la vie à 58 parachutistes français. Durant quatre jours, les soldats tentent de retrouver leurs camarades parmi les décombres.

Le préjugé, ennemi du renseignement

On explique souvent une défaite par un manque d'information. Or, c'est bien souvent la difficulté à l'interpréter, plus qu'à la collecter, qu'il faut mettre en cause. Pour l'analyste ou le décideur, une interprétation correcte passe par une bonne connaissance de l'ennemi... et de soi-même.

Ignoré dans la victoire, le renseignement devient rapidement un bouc émissaire en cas de défaite ou d'attaque imprévue de l'ennemi. Ne s'est-on pas empressé de dénoncer les failles, voire la faillite du renseignement français, après la défaite de juin 1940 ou celle de Dien Bien Phu en 1954 ? N'a-t-on pas reproché au renseignement américain de n'avoir pas prévu l'attaque japonaise de Pearl Harbor en décembre 1941, l'offensive nord-coréenne en juin 1950 ni l'offensive du Têt au Sud-Vietnam en 1968 ?

Les historiens ont montré, dans la limite des sources disponibles, que le renseignement n'avait pas toujours démerité, et qu'en tout état de cause, il ne pouvait être tenu pour seul responsable. Dans la plupart des cas, des analystes informés et compétents ont effectivement produit de sérieuses mises en garde, qui ont été ignorées ou délibérément bloquées. Du producteur d'information au décideur politique, les obstacles structurels ou conjoncturels que rencontre le renseignement dans son long cheminement sont connus : manque de sources humaines et de sources fiables, alors même que la quantité d'informations croît ; absence ou défaillance de sources techniques ; rivalités bureaucratiques au sein de la communauté du renseignement (ou de la haute administration) ; manque de coordination entre les agences, etc.

Récemment, les spécialistes de l'histoire du renseignement ont emprunté à la psychologie le concept de « dissonance cognitive » : pour échapper aux tensions produites par la coexistence d'idées contradictoires, l'individu occulte ce qui ne cadre pas avec ses références antérieures. Il a même tendance à survaloriser ce qui est conforme à ses préjugés : c'est alors l'auto-intoxication. Ces



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

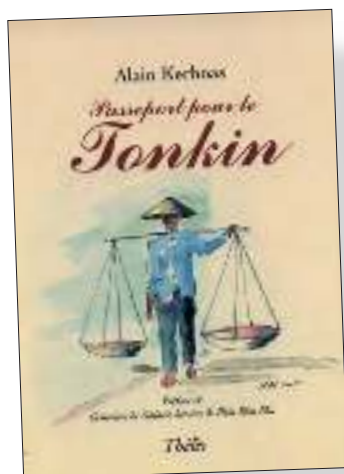
PIERRE JOURNOUD
chercheur au Centre d'études
d'histoire de la Défense (CEHD / SGA).

« biais cognitifs » relèvent autant de la mémoire que du jugement, du raisonnement ou de la personnalité. Combien d'analyses ou de décisions faussées par des préjugés idéologiques ou par l'émotion ? Combien de rapports négligés par le décideur parce qu'ils ne correspondent pas à ses convictions personnelles ?

Comme l'historien, l'analyste du renseignement doit replacer les contingences du présent dans la longue durée, pour discerner, dans les intentions de l'Autre, entre l'intérêt national et le poids de l'idéologie ou de la culture. L'analyste doit, non seulement bien connaître l'histoire et la culture des pays sur lesquels il travaille, mais aussi être conscient de ses préjugés psychologiques et idéologiques et, au moins autant, de ceux de ses concitoyens et des dirigeants.

Princes clairvoyants, généraux sages

Fondamentale, la recherche de l'indépendance de jugement et de l'objectivité suppose détermination, ouverture d'esprit et formation intellectuelle adéquate. Près d'un siècle avant Socrate, le grand stratège chinois Sun Zi n'enseignait-il pas déjà ce précepte : « *Connais ton ennemi et connais-toi toi-même, ainsi la victoire ne sera pas incomplète, connais le ciel et connais la terre, ainsi la victoire ne sera pas en péril* » ? Parfaitement conscient du poids des facteurs intellectuels et psychologiques dans la décision, comme des potentialités du renseignement, aussi illimitées que l'intelligence humaine, Sun Zi ajoutait : « *Les princes clairvoyants et les généraux sages, qui savent choisir leurs espions parmi ceux qui possèdent une intelligence supérieure, doivent remporter de grands succès.* » ■



PASSEPORT POUR LE TONKIN

De 1936 à 1946, Alain Keroas a vécu les dix premières années de sa vie au Tonkin auprès d'un père officier des troupes coloniales. Il gardera de cette enfance dans le Nord du Viêt Nam des souvenirs indélébiles : la mort de sa mère, le dénuement lorsque l'occupation japonaise se fera plus pesante, les « robinsonnades » dans lesquelles son père entraînait ses trois enfants, mais aussi les Annamites du Tonkin, dont il apprit la langue et avec qui il partagera l'amour d'un pays. Cinquante ans plus tard, l'auteur est revenu au pays de cette enfance : son livre émouvant, au style ciselé, invite à découvrir, comme ne saurait le faire aucun guide touristique, la baie d'Along, les hauts plateaux du

Nord, Hanoi. L'ouvrage est illustré d'aquarelles de Jean-François Desclos le Peley et préfacé par Geneviève de Galard, l'infirmière héroïne de Diên Biên Phu.

Alain Keroas, éd. Thélès, 112 p., 19 €

MOI, OSMANE PIRATE SOMALIEN

Le vice-amiral d'escadre Laurent Méner a dirigé de nombreuses opérations navales, notamment dans l'océan Indien. Son dernier livre est, dans un premier temps, une fiction qui suit pas à pas l'itinéraire tragique d'un villageois somalien, ballotté par la guerre des clans, puis enrôlé dans la piraterie. La seconde partie est un essai décrivant les mécanismes de cette piraterie moderne qui infeste non seulement la Corne de l'Afrique, mais aussi le golfe de Guinée, la mer des Caraïbes et le détroit de Malacca. L'ensemble se présente comme une contribution précisant les réponses techniques, politiques et humaines à ce nouveau fléau.

Laurent Méner, éd. Alphée-Koutoubia, 122 p., 16,90 €



HAUTE TENSION



« C'est l'histoire de sept cent cinquante soldats venus en terre afghane aider un peuple à reconquérir un goût qu'il avait oublié : celui de la paix », résume Sylvain Tesson, l'auteur de Haute tension - Des chasseurs alpins en Afghanistan. Avec Thomas Goisque (photographe) et Bertrand de Miollis (aquarelliste), Sylvain Tesson a vécu plusieurs semaines au sein du groupement tactique interarmes de Kapisa, au nord-est de Kaboul. Ensemble, ils décrivent avec justesse et simplicité l'engagement des soldats français auprès des forces de sécurité afghanes, au profit d'une population meurtrie par des décennies de guerre.

Sylvain Tesson, Thomas Goisque et Bertrand de Miollis. Éd. Gallimard, 160 p., 26 €

LA DERNIÈRE MARCHÉ DE L'EMPIRE, UNE EDUCATION SAHARIENNE

Anthropologue du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Sophie Caratini est une spécialiste des tribus nomades nord-mauritaniennes. Au cours de ses recherches, elle fut amenée à rencontrer le général Jean du Boucher qui, en 1933, un an après sa sortie de Saint-Cyr, a été affecté aux confins du Sahara

espagnol. C'est l'histoire de ce jeune officier que restitue Sophie Caratini. Une histoire de gnomiers, ces militaires des régiments autochtones, et de tirailleurs, donc, mais aussi une analyse fine des coutumes et modes de vie des tribus sahariennes au milieu des années 1930.

Sophie Caratini, éd. La Découverte, 306 p., 23 €

L'EUROPE DE LA DÉFENSE, LE CHŒUR DU DÉBAT

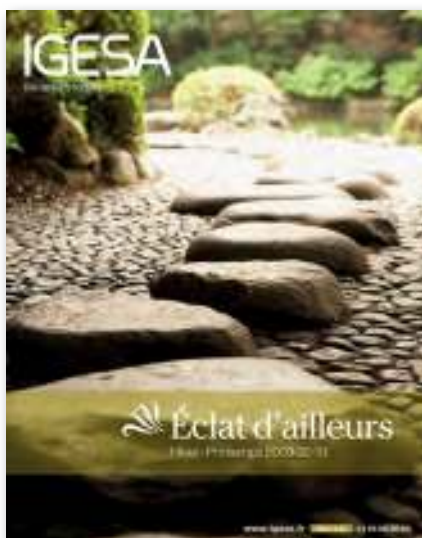
En 2009, l'Union européenne et ses États membres célèbrent les dix ans de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). C'est le moment qu'ont choisi le contre-amiral Jean-François Morel, ex-chef du bureau UE à l'état-major des armées, et Alastair Cameron, directeur du programme de sécurité européen au Royal United Service Institute de Londres, pour publier un ouvrage clair et pédagogique sur la PESD. Quels sont les ressorts profonds poussant les Européens à agir ensemble ? Comment se manifeste la demande croissante d'Europe en matière de sécurité internationale ? Ce ne sont que quelques-unes des questions abordées par les auteurs, qui croisent leurs analyses pour mesurer les forces et les limites de l'initiative européenne.

Jean-François Morel et Alastair Cameron. Cartes et graphiques : Mathieu Lazerges. Éd. L'Harmattan, 86 p., 12 €



Destination Vacances

 Nouveaux catalogues
hiver/printemps 2009/2010 



Sortie début septembre

Allô catalogue ➔ 0826 107 177 0.15€/min

www.igesa.fr

Afghanistan

11 septembre 2001. Le monde a changé. Longtemps, c'est aux frontières de notre pays que nos soldats se sont battus pour défendre la France. Aujourd'hui, les menaces n'ont plus de frontières. Nous intervenons avec nos alliés loin du sol national, comme en Afghanistan. La France peut projeter ses forces terrestres, navales et aériennes partout dans le monde. Depuis toujours, la Défense est au service de la paix, des valeurs et de la sécurité des Français. Aujourd'hui, plus que jamais, elle s'adapte pour affronter les risques actuels et à venir.

Aujourd'hui, la Défense va au-delà de nos frontières.



Pour une Défense d'avance

www.defense.gouv.fr